



Comment profiter pleinement de la Cour des petites créances

Révisé : septembre 2005

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2003

ISBN 0-7794-9184-X (Imprimé)

1. À quoi sert la Cour des petites créances?	1
2. De quels genres de demandes s'occupe la Cour des petites créances?	1
Le recouvrement de votre créance.....	1
Perte pécuniaire subie par la faute d'autrui (dommages-intérêts)	1
Demande de restitution de biens vous appartenant mais en la possession d'autrui	2
Demande de remboursement pour dégâts matériels en vertu de la <i>Loi de 2000 sur la responsabilité parentale</i>	2
3. Quelles lois vous protègent en tant que consommateur?	2
4. Sur qui puis-je compter dans mes démarches en Cour des petites créances?	3
5. Comment m'y prendre pour déposer une demande?	4
Où m'adresser?	4
Quels sont les délais à respecter pour le dépôt d'une demande?	4
Par où dois-je commencer?	4
Quels renseignements dois-je obtenir pour déposer une demande?	4
Quels renseignements dois-je donner sur le défendeur?	5
Quels documents dois-je joindre à ma demande?.....	5
Puis-je réclamer des intérêts sur l'argent que je réclame?	5
Puis-je introduire une demande si j'ai moins de 18 ans?.....	6
Puis-je réclamer un montant supérieur à la compétence monétaire de la Cour des petites créances?.....	6
Signification de la demande déposée à la Cour des petites créances	6
Comment signifier une demande (et d'autres documents)?	7
Que faire si la méthode de signification que j'ai choisie ne donne pas de résultat?.....	7
Comment présenter une demande d'ordonnance de signification substitutive?	7
Que faire si je ne peux obtenir une ordonnance de signification substitutive et si je n'arrive toujours pas à signifier la demande?	7
Quand est-ce que je peux signifier la demande?.....	7
Quel est le délai durant lequel je dois signifier une demande?.....	8
Comment renouveler une demande?.....	8
Comment prouver que la demande a été signifiée?	8
Qui peut attester sous serment mon affidavit de signification?.....	8
Affidavit établissant le tribunal compétent.....	9
Est-ce que je peux recouvrer les frais de signification?	9
Utilisateurs habituels et occasionnels	9
Identification d'un réclamant habituel.....	10

6. Que dois-je faire si quelqu'un dépose une demande contre moi?	10
« Je ne suis pas d'accord avec le montant réclamé ou les faits sur lesquels repose la demande. ».....	10
« Je crois bien que je suis responsable de la somme réclamée. ».....	11
« Je ne dois qu'une partie de la somme réclamée. ».....	11
« Je leur dois effectivement de l'argent, mais je suis incapable de les payer immédiatement. ».....	11
« Je ne leur dois pas d'argent . . . ; c'est eux qui m'en doivent! »	12
« Si on me déclare responsable, c'est à une autre personne en réalité d'en assumer les conséquences. »	12
« Je voudrais déposer contre une tierce personne une demande fondée sur celle du demandeur ou reliée à celle-ci. ».....	12
« Je ne pense pas que cette cour ait le pouvoir d'entendre une demande déposée contre moi. »	13
7. Qu'arrive-t-il si je ne dépose pas de défense?	13
8. Qu'est-ce qu'une motion?	13
9. Comment dois-je présenter une motion?	13
10. Puis-je régler à l'amiable, avant le procès, une demande déposée contre moi?	14
11. Comment me préparer au procès?	14
La conférence préparatoire est-elle importante?	14
Qu'arrive-t-il s'il m'est impossible de me présenter à la conférence préparatoire ou au procès?	15
Quelles preuves dois-je fournir pour soutenir ma cause?	15
Quelles preuves dois-je fournir au procès?	15
Mesures à prendre pour assurer la présence des témoins.....	16
Comment dois-je établir le bien-fondé de ma demande en dommages-intérêts?	16
12. Comment se déroule le procès?	17
Que faire à mon arrivée au tribunal?	17
Comment présenter tous les faits de ma cause au juge?	17
Comment témoigner?	17
Qu'est-ce que le jugement?	17
Puis-je me faire rembourser les droits judiciaires que j'ai dû payer pour intenter un procès?	18
Puis-je porter appel contre un jugement?	18
Renseignements généraux sur les appels	18
Étapes d'un appel.....	18
Comment demander la tenue d'un nouveau procès?	19

13. J'ai gagné ma cause... mais comment obtenir l'argent?	19
Les voies d'exécution :	20
Avis de saisie-arrêt	20
Bref de délaissement	20
Saisie-exécution de biens meubles	21
Bref de saisie-exécution de biens-fonds	21
Interrogatoire du débiteur	21
Mandats	22
Exécution d'ordonnances de commissions, de tribunaux administratifs, d'agences ou d'autres tribunaux judiciaires	22
14. Versements échelonnés	22
15. Ordonnance de fusion : protection du débiteur et plan de paiement	23
16. Comment puis-je obtenir de plus amples renseignements?	23
17. Règles pertinentes	24
RÈGLE 8 SIGNIFICATION - Signification de documents particuliers	24
Demande du demandeur ou du défendeur	24
Délai de signification d'une demande	24
Défense	24
Utilisation du courrier électronique	24
Avis de jugement par défaut	24
Utilisation du courrier électronique	24
Assignation de témoin	24
Avis de saisie-arrêt	24
Avis d'interrogatoire d'un débiteur en vertu d'un jugement	24
Avis d'audience pour outrage	24
Autres documents	24
Utilisation du courrier électronique	25
Signification à personne	25
Particuliers	25
Municipalité	25
Personnes morales	25
Conseil ou commission	25
Personne qui ne se trouve pas en Ontario mais qui y exploite une entreprise	25
Couronne du chef du Canada	25

Couronne du chef de l'Ontario	25
Absents	25
Mineurs	25
Incapables mentaux	25
Sociétés en nom collectif	26
Entreprises à propriétaire unique	26
Autres modes de signification directe	26
À domicile	26
Personne morale	26
Validité de la signification	26
Acceptation de la signification par l'avocat	26
Signification d'une demande par la poste à la dernière adresse connue	26
Signification indirecte	27
Signification à l'extérieur de l'Ontario	27
Preuve de la signification	27
Certificat de signification par courrier électronique	27
Signification par la poste	27
Validité de la signification	27
Exception	27
Signification par télécopie	27
Signification par courrier électronique	28
Acceptation	28
Exception	28
Validité de la signification	28
Non-réception d'un document	28
RÈGLE 3 DÉLAIS	28
Computation des délais	28
18. Quels sont les termes et les définitions que je devrais connaître pour accomplir mes activités à la Cour des petites créances?	29

1. À quoi sert la Cour des petites créances?

La Cour des petites créances est conçue de façon à vous offrir un moyen simple de régler à moindres frais un différend à propos d'une somme d'argent ou d'un bien.

Certains plafonds s'appliquent toutefois aux sommes en question à la Cour des petites créances, c'est-à-dire aux sommes que l'on peut réclamer devant ce tribunal à titre de dommages-intérêts ou d'indemnité. Or, ces plafonds évoluent avec le temps. Si vous n'êtes pas sûr que votre demande dépasse ou non les plafonds en vigueur, veuillez vous renseigner auprès du greffe de la Cour des petites créances le plus proche.

Même si la Cour des petites créances fait en réalité partie de la Cour supérieure de justice, ses procédures sont beaucoup plus simples, coûtent moins cher et prennent moins de temps que les autres instances de la Cour supérieure. Dans la plupart des cas, vous pouvez, et la plupart des gens le font, plaider vous-même votre cause devant le juge de la Cour des petites créances. Toutefois, si votre problème est complexe ou si vous n'aimez pas plaider vous-même, vous avez parfaitement le droit de recourir aux services d'un avocat, d'un étudiant en droit ou d'un autre mandataire.

La présente brochure vous donne un aperçu général de la Cour des petites créances. Certains termes utilisés dans la brochure sont entre parenthèses du fait qu'ils représentent des termes clés que vous entendrez et utiliserez en cherchant à résoudre un litige en justice. Leur sens est expliqué à la fin de la brochure. Vous auriez tout intérêt à vous familiariser avec ces termes en vous préparant à passer en cour.

Si, après avoir lu cette brochure, vous avez toujours des questions à poser, veuillez vous rendre à la Cour des petites créances la plus proche. Si vous hésitez quant à l'emplacement exact de la cour dans votre région, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique, à l'intitulé Gouvernement de l'Ontario, sous la rubrique Ministère du Procureur général. Si le personnel du greffe n'est pas en mesure de répondre à vos questions ou si la question exige un avis juridique, il vous proposera de les examiner avec un avocat ou un mandataire. Rappelez-vous que le personnel du greffe ne peut vous fournir de conseils juridiques.

2. De quels genres de demandes s'occupe la Cour des petites créances?

Le recouvrement de votre créance

Dans ce genre de procédure, la somme d'argent que l'on vous doit à vous (le demandeur) provient habituellement d'un contrat écrit ou d'une entente verbale entre vous et l'autre partie.

Exemples de ce genre de demande :

- non-remboursement d'un prêt;
- non-paiement d'une marchandise;
- chèque sans provision;
- arriéré de loyer;
- non-paiement de travaux effectués ou de services fournis par un entrepreneur comme un plombier, un électricien ou un menuisier.

Perte pécuniaire subie par la faute d'autrui (dommages-intérêts)

La personne qui exerce ce recours (le demandeur) doit prouver au juge que la perte qu'elle a subie résulte des actes d'une autre personne (le défendeur).

Exemples de ce genre de demande :

- dégâts matériels résultant d'un service inadéquat, comme le fait d'endommager des marchandises pendant le transport ou la livraison, ou le fait d'endommager des vêtements pendant le nettoyage à sec;

- livraison de biens ou prestation de services qui ne sont pas conformes aux normes ou aux critères de qualité convenus entre le vendeur et l'acheteur;
- non-respect des stipulations d'un contrat verbal ou écrit;
- dégâts matériels résultant de la faute ou de la négligence d'autrui;
- dommages-intérêts relatifs à des lésions corporelles.

Demande de restitution de biens vous appartenant mais en la possession d'autrui

La personne qui exerce ce recours (le demandeur) doit prouver au juge que les biens en la possession d'une autre personne lui appartiennent en toute légitimité. Elle doit aussi en prouver la valeur.

Demande de remboursement pour dégâts matériels en vertu de la Loi de 2000 sur la responsabilité parentale

La *Loi de 2000 sur la responsabilité parentale* traite des actions en dommages-intérêts intentées contre le père ou la mère d'un enfant (de moins de 18 ans) qui prend, endommage ou détruit un bien intentionnellement.

La personne qui intente une telle action (le demandeur) doit prouver que les dommages causés au bien résultent de l'activité d'un enfant et que le défendeur est le père ou la mère de l'enfant, et déterminer la perte économique subie.

La Loi prévoit que le père ou la mère (le défendeur) est tenu responsable des dommages-intérêts, à moins de convaincre le tribunal que l'activité de l'enfant qui a causé la perte N'ÉTAIT PAS intentionnelle; OU qu'il ou elle exerçait une surveillance raisonnable de l'enfant et a fait des efforts raisonnables pour empêcher et dissuader l'enfant de se livrer au genre d'activités qui a causé la perte ou les dommages.

Pour de plus amples renseignements concernant les demandes en vertu de la *Loi de 2000 sur la responsabilité parentale*, veuillez consulter les parties suivantes de la présente brochure :

- Sur qui puis-je compter dans mes démarches en Cour des petites créances?
- Quelles preuves dois-je fournir pour soutenir ma cause?
- Comment puis-je obtenir de plus amples renseignements?
- Quels sont les termes et les définitions que je devrais connaître?

3. Quelles lois vous protègent en tant que consommateur?

L'Ontario possède une législation déterminante en matière de relations vendeur-acheteur, laquelle accorde notamment aux consommateurs le droit à un dédommagement en cas de violation des règles. On y trouve, par exemple, la *Loi sur la vente d'objets*, la *Loi sur la protection du consommateur* et la *Loi sur les pratiques de commerce*. Ces lois donnent également le droit aux consommateurs de se faire rembourser par toute entreprise qui ne les aurait pas traités équitablement ou qui aurait commis une infraction.

Pour de plus amples renseignements sur la législation en matière de protection des consommateurs, vous pouvez vous adresser au ministère des Services gouvernementaux au numéro publié dans les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous Gouvernement de l'Ontario. Les numéros de téléphone pour information générale : (416) 326-8555 ou 1-800-268-1142.

4. Sur qui puis-je compter dans mes démarches en Cour des petites créances?

L'anglais et le français sont les langues officielles des tribunaux. Comment cela me concerne-t-il?

Un demandeur ou un défendeur qui parle français a le droit de déposer des documents en français et de présenter la preuve et les observations à la cour en français devant un juge qui parle français. Ce droit peut être exercé en :

- déposant une demande ou une défense en français;
- déposant une demande écrite pour avoir une audience en français au greffe avant que le greffier n'ait envoyé l'avis de procès;
- faisant une demande verbale pour avoir une audience en français lors d'une comparution en cour.

Si vous avez besoin de faire traduire un acte de procédure en anglais ou en français, la cour fournira ce service.

Une fois que le greffier a envoyé un avis de procès, le demandeur ou le défendeur qui désire déposer une demande d'audience bilingue doit obtenir au préalable une ordonnance du juge.

Dans chaque Cour des petites créances il y a des guides pratiques pour vous aider à diriger votre cause. Ces guides expliquent brièvement certains des processus que vous aurez besoin de connaître ainsi que la manière de remplir les formulaires suivants :

DEMANDE DU DEMANDEUR
AFFIDAVIT DE SIGNIFICATION
AFFIDAVIT ÉTABLISSANT LE TRIBUNAL COMPÉTENT
AVIS DE JUGEMENT PAR DÉFAUT
DÉFENSE
DEMANDE DU DÉFENDEUR
AVIS DE MOTION
AFFIDAVIT À L'APPUI D'UNE MOTION
CERTIFICAT DE JUGEMENT
AVIS D'INTERROGATOIRE
AFFIDAVIT D'INTERROGATOIRE
BREF DE SAISIE-EXÉCUTION DE BIENS-FONDS
BREF DE SAISIE-EXÉCUTION DE BIENS MEUBLES
AVIS DE SAISIE-ARRÊT
AFFIDAVIT DE SAISIE-ARRÊT
ASSIGNATION DE TÉMOIN

Il vous appartient de faire des copies de ces formulaires. Le personnel des greffes exigera des frais pour vous faire des copies.

Le personnel ne peut vous fournir de conseils juridiques. De plus, il ne peut remplir les formulaires à votre place.

Le juge qui préside la Cour des petites créances est chargé d'instruire les litiges entre les parties. Le juge entend les plaidoiries et les témoignages des deux parties avant de se prononcer sur la demande. Les juges ont par ailleurs comme rôle de diriger les audiences préalables ou consécutives au procès, comme les motions, les conférences préparatoires et les interrogatoires de débiteurs constatés par jugement. Le déroulement de ces audiences est traité plus loin dans cette brochure.

Les conférences préparatoires peuvent réunir les deux parties à un procès pour les aider à préparer le procès et déterminer si on peut éviter le procès.

5. Comment m'y prendre pour déposer une demande?

Où m'adresser?

Il existe une Cour des petites créances dans plusieurs endroits de l'Ontario. Vous devez déposer votre demande au greffe de la cour de l'un des endroits suivants :

- l'endroit où le problème a pris naissance (lieu de la cause d'action);
- l'endroit où la personne visée dans votre demande (le défendeur) réside ou exploite une entreprise;
- l'endroit où se tiennent les séances de la cour (salle d'audience) qui est le plus rapproché du domicile ou d'un lieu d'affaires du défendeur;

Quels sont les délais à respecter pour le dépôt d'une demande?

À chaque type de demande correspond une date limite précise pour son dépôt, cette date étant calculée à partir de l'événement ayant donné naissance au litige. La période précédant cette date limite s'appelle le délai de prescription.

Le délai pour intenter une action en justice se calcule donc en prenant comme point de départ la date à laquelle le litige a pris naissance (date de la cause d'action). En cas de doute sur le délai de prescription applicable, vous devriez consulter un avocat.

Par où dois-je commencer?

La première étape consiste à déterminer dans quel ressort introduire votre demande en Cour des petites créances. Il vous faut ensuite sélectionner le formulaire approprié pour intenter l'action. Vous pouvez obtenir ce formulaire auprès de n'importe quelle Cour des petites créances. Les formulaires sont aussi disponibles sur le site Web du Ministère à www.attorneygeneral.jus.gov.on.ca. Cliquez sur « Pouvons-nous vous aider? », puis sur « Comparaitre au tribunal ». Par contre, une fois le formulaire rempli, vous devez le faire parvenir par la poste ou le remettre en personne à la Cour des petites créances du ressort approprié.

- | |
|--|
| <p>Note :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Si vous envoyez votre demande par la poste, elle doit être dûment remplie et en deux exemplaires. 2. Le greffe conservera la demande originale. 3. Si vous voulez qu'une copie de la demande vous soit retournée, veuillez joindre une enveloppe-réponse affranchie. |
|--|

Au moment de déposer votre demande, vous aurez à acquitter un droit judiciaire. Cette somme est perçue en contrepartie du traitement de votre demande.

Si vous obtenez gain de cause, les droits que vous aurez versés pourront être ajoutés à la somme d'argent qui vous est due.

Quels renseignements dois-je obtenir pour déposer une demande?

Sur le formulaire de demande, vous devez inscrire lisiblement et correctement :

- votre nom au complet ainsi que vos adresse, code postal et numéro de téléphone;
- le nom complet et l'adresse de chaque personne que vous poursuivez en justice;
- si l'adresse est une route rurale, vous devriez indiquer le numéro de lot et de concession;
- la somme demandée;
- un résumé clair et succinct des circonstances et des motifs de votre demande.

Quels renseignements dois-je donner sur le défendeur?

- Si le défendeur est une personne physique, indiquez son nom au complet ainsi que ses adresse, numéro d'appartement ou d'unité et code postal.
- S'il y a plusieurs défendeurs inscrits sur votre demande, vous devrez indiquer leur nom au complet ainsi que leur adresse.
- Si le défendeur est une personne morale (c'est-à-dire une entreprise dont la raison sociale est normalement suivie de « Limitée », « Ltée. », « Corporation », « Corp. », « Incorporée » ou « Inc. »), assurez-vous de connaître la raison sociale, l'adresse et le code postal exacts. Si vous désirez que la signification des documents se fasse à un officier corporatif en particulier de l'entreprise, inscrivez le nom de cette personne ainsi que son titre dans la société.
- Si l'entreprise en question n'est pas constituée en personne morale (entreprise à propriétaire unique ou société en nom collectif), il vous faudra trouver la raison sociale exacte et le domicile élu aux fins de signification. Vous avez la possibilité de donner également signification au propriétaire ou aux associés ou de les constituer parties aux procédures.

Pour obtenir des renseignements sur la marche à suivre pour effectuer une recherche du nom d'une entreprise constituée en personne morale ou d'une entreprise enregistrée, vous pouvez rejoindre la ligne d'aide de la Direction des compagnies du ministère des Services gouvernementaux et aux entreprises. Veuillez noter qu'un droit est exigible pour effectuer la recherche et celle-ci **ne s'effectuera pas** lors de l'entretien téléphonique. Vous pouvez rejoindre la ligne d'aide en composant le 416 314-8880 ou, en Ontario, le numéro sans frais 1 800 361-3223. Avant de faire une demande de recherche vous devez connaître le nom exact de la personne morale ou le numéro de constitution en personne morale de l'Ontario, ou le nom exact de l'entreprise enregistrée.

Quels documents dois-je joindre à ma demande?

Si votre demande a trait à un document comme un chèque sans provision, un billet à ordre, un contrat ou un reçu, vous devez annexer des copies de ces documents à votre demande. Assurez-vous d'être en possession des originaux au moment du procès. Si vous avez perdu l'un de ces documents ou que vous n'y avez pas accès, vous devez le mentionner dans votre demande et expliquer pourquoi ils n'y sont pas joints.

- Le greffe garde le formulaire de demande original et des copies des documents justificatifs mentionnés.
- Vous aurez besoin d'une copie de la demande et de chaque document justificatif pour chaque défendeur à qui vous voulez faire la signification.
- Si vous voulez que le personnel du greffe vous fasse des copies de documents, des frais seront exigés.

Puis-je réclamer des intérêts sur l'argent que je réclame?

Pour réclamer des intérêts, vous devrez en faire mention dans votre demande. Il arrive que les parties aient déjà convenu du taux d'intérêt exigible dans l'éventualité du non-paiement de la créance; dans le cas contraire, vous pourriez recevoir un montant établi par la loi ou le juge.

Si vous obtenez gain de cause, il se peut que l'on vous accorde les intérêts comme la cour l'ordonne ou comme le prévoit la *Loi sur les tribunaux judiciaires*.

Avant le jugement, les intérêts permis s'appellent intérêts antérieurs au jugement.

Après le jugement, les intérêts permis s'appellent intérêts postérieurs au jugement.

Méthode de calcul des intérêts antérieurs au jugement :**MONTANT TOTAL PRÉVU PAR JUGEMENT**

- x taux % des intérêts antérieurs au jugement
- x nombre de jours à partir de la date à laquelle la demande a pris naissance (ou l'action a été engagée) jusqu'à la date du jugement
- + 365 jours

Méthode de calcul des intérêts postérieurs au jugement :**MONTANT TOTAL PRÉVU PAR JUGEMENT**

- x taux % des intérêts postérieurs au jugement
- x nombre de jours à partir de la date du jugement jusqu'à la date du processus d'exécution (ou la date à laquelle le paiement est reçu)
- + 365 jours

Note :

Le calcul des intérêts porte toujours sur le montant exigible à mesure que les paiements sont reçus. Cette règle s'applique aux intérêts antérieurs et postérieurs au jugement.

Puis-je introduire une demande si j'ai moins de 18 ans?

Une personne de moins de 18 ans peut introduire une demande, sans se faire représenter par un adulte, si le montant réclamé ne dépasse pas 500 \$. Le mineur qui intente une poursuite pour un montant supérieur doit se faire représenter par un adulte (tuteur à l'instance). L'adulte en question, le plus souvent le père, la mère ou le tuteur du mineur, doit déposer en cour un formulaire exprimant son consentement à agir comme tuteur à l'instance.

Puis-je réclamer un montant supérieur à la compétence monétaire de la Cour des petites créances?

Le montant maximal que vous pouvez réclamer est de 10 000 \$ (canadiens) sans inclure les intérêts et les dépens. Si votre demande dépasse cette somme et si vous voulez toujours recourir à la Cour des petites créances, vous devrez renoncer à tout montant qui dépasse le plafond de 10 000 \$. Vous ne pouvez pas réclamer plus tard le montant auquel vous renoncez.

Vous ne pouvez pas revendiquer les intérêts sur le montant auquel vous renoncez et qui dépasse le plafond de 10 000 \$.

Si le montant de votre demande dépasse le plafond actuel, vous pouvez néanmoins opter pour la Cour des petites créances vu que ses procédures sont moins coûteuses et plus simples. Par contre, vous devrez alors renoncer à la partie de votre créance qui dépasse la compétence monétaire de la Cour. Vous devrez également renoncer à recouvrer le solde de votre créance par le biais d'un autre tribunal.

De plus, vous n'avez pas le droit de fractionner le montant réclamé pour le recouvrer en plusieurs poursuites. Ainsi, vous ne pouvez pas diviser une créance de 10 500 \$ en deux créances distinctes, l'une, par exemple, de 10 000 \$ et l'autre de 500 \$ qui fera l'objet d'une autre action. Si vous estimez avoir droit à une somme dépassant la compétence monétaire de la Cour des petites créances et que vous désirez en récupérer la totalité, vous devrez vous adresser à une instance supérieure de la Cour supérieure de justice.

Signification de la demande déposée à la Cour des petites créances

Les règles de la Cour des petites créances permettent aux justiciables de prendre les mesures nécessaires pour signifier leurs propres demandes. Les renseignements suivants sont fournis pour vous aider à signifier votre demande de manière adéquate et rapide. Veuillez vous assurer de lire les instructions attentivement. Si vous avez d'autres questions, veuillez consulter un avocat.

- Vous pouvez signifier la demande en personne.
- Vous pouvez demander à un ami, un associé ou à une agence privée de signification des actes de procédure de signifier la demande en votre nom.
- Vous pouvez demander à votre avocat de prendre les mesures nécessaires pour signifier votre demande.

Comment signifier une demande (et d'autres documents)?

Une demande peut être signifiée n'importe quel jour de la semaine sauf le dimanche.

La signification (livraison) des documents est une condition très importante dans le traitement de tout acte de procédure à la Cour des petites créances. Pour vous aider à cet égard, nous avons inclus la règle intégrale relative à la signification. Cette règle est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 1998. Veuillez lire attentivement les articles relatifs aux actes de procédure qui vous concernent. Il vous appartient de choisir le mode de signification dans la mesure où vous respectez les règles prévues. (Veuillez consulter les règles, p. 23-26.)

Que faire si la méthode de signification que j'ai choisie ne donne pas de résultat?

- Si vous n'arrivez pas à signifier la demande en appliquant l'une des méthodes décrites auparavant, utilisez l'une des autres options disponibles.
- Vous pouvez aussi demander au juge, par voie de motion, de rendre une ordonnance de signification substitutive si la partie ou la personne à qui les actes de procédure doivent être signifiés n'a pas déménagé et si toutes les autres méthodes n'ont donné aucun résultat.

Comment présenter une demande d'ordonnance de signification substitutive?

- Vous devez remplir un avis de motion et un affidavit (à l'appui de la motion). Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le guide relatif à un avis de motion et à un affidavit (à l'appui de la motion).
- Vous devez indiquer dans l'affidavit (à l'appui de la motion) les raisons pour lesquelles la demande n'a pu être signifiée et comment vous proposez que la signification soit faite (par exemple par voie d'affichage sur une porte).
- L'affidavit doit être signé devant un commissaire aux affidavits, un notaire public ou un membre du personnel du greffe qui a été désigné commissaire aux affidavits.
- Apportez l'avis de motion dûment rempli et l'affidavit (à l'appui de la motion) au greffe où l'action a été engagée. Le personnel du greffe vous informera de l'étape suivante. Le processus peut varier légèrement d'un greffe à l'autre. Dans certains greffes, vous n'avez pas besoin de comparaître à moins qu'on vous le demande.
- Si le juge exige votre présence, le personnel du greffe vous informera de votre date de comparution.
- Une fois que l'ordonnance de signification substitutive a été signée par un juge, le personnel du greffe vous en enverra une copie par la poste si vous laissez une enveloppe-réponse affranchie lorsque vous déposez votre motion et l'affidavit (à l'appui de la motion). Signifiez à la fois la demande et une copie de l'ordonnance selon la manière indiquée par le juge.

Que faire si je ne peux obtenir une ordonnance de signification substitutive et si je n'arrive toujours pas à signifier la demande?

- Si vous n'arrivez pas à signifier la demande (si la personne à qui vous devez signifier les documents a déménagé, etc.) vous devriez garder des copies de la demande jusqu'à ce que soyez en mesure d'obtenir une nouvelle adresse à des fins de signification.

Quand est-ce que je peux signifier la demande?

- Une demande peut être signifiée n'importe quel jour de la semaine, même un jour férié, sauf si le jour férié tombe un dimanche.
- Une demande ne peut être signifiée un dimanche que sur autorisation du juge.

Quel est le délai durant lequel je dois signifier une demande?

- Une demande doit être signifiée dans un délai de six mois à partir de la date à laquelle l'action a été engagée.
- Si une demande ne peut être signifiée dans un délai de six mois, elle doit être renouvelée par un juge avant toute tentative de signification. Le renouvellement est obtenu uniquement par voie d'un avis de motion présenté à un juge.
- Une demande est toujours renouvelée pour une certaine période. Par conséquent, il pourra être nécessaire de la renouveler plus d'une fois.

Comment renouveler une demande?

- Préparez un avis de motion et un affidavit (à l'appui de la motion) indiquant les raisons pour lesquelles vous n'avez pas pu signifier la demande dans le délai de six mois. Vous pouvez, si cela est nécessaire, obtenir un guide pratique auprès du greffe de la Cour des petites créances pour vous aider.
- Si le juge exige votre présence, le personnel du greffe vous informera de votre date de comparution. Demandez au greffier, lorsque vous déposez votre motion, si vous devez comparaître à l'audience portant sur la motion. Des frais sont exigés pour déposer la motion.
- Une fois l'ordonnance accordée, vous devrez retourner toutes les copies de la demande au greffe où l'action a été engagée.
- Le personnel du greffe inscrira ces renseignements sur la demande originale et les copies.
- Les copies vous seront ensuite retournées pour signification.

Comment prouver que la demande a été signifiée?

Vous devrez fournir au greffe un affidavit de signification indiquant le nom de la personne à qui la signification a été faite et le mode de signification. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le guide relatif à l'affidavit de signification, disponible au greffe de la Cour des petites créances.

Note : Si la demande a été signifiée par la poste uniquement, l'affidavit de signification ne devra être rempli que 20 jours au moins après la date de mise à la poste.

AVERTISSEMENT : FAIRE SCIEMMENT UN FAUX AFFIDAVIT CONSTITUE UNE INFRACTION CRIMINELLE.

- Si la signification a été faite conformément à l'ordonnance de signification substitutive rendue par un juge, vous devrez retourner l'ordonnance originale de signification substitutive et l'affidavit à l'appui.
- Si la signification a été faite à l'avocat de la partie, vous devrez retourner une copie de la demande qui contient une acceptation de signification et la date de l'acceptation signée par l'avocat.

Ne soumettez de preuve de signification de la demande que si la cour vous le demande. De manière générale, cela se produit lorsque vous demandez la signature d'un jugement par défaut.

Qui peut attester sous serment mon affidavit de signification?

Votre affidavit de signification peut être attesté sous serment par :

- FR un employé de n'importe quel greffe dans la province qui a été nommé commissaire aux affidavits;
- un avocat qui a le droit d'exercer le droit en Ontario;
- un notaire public;
- toute autre personne qui a été nommée commissaire aux affidavits relativement à des documents judiciaires.

L'affidavit de signification **doit** être signé en présence de la personne devant laquelle il sera attesté sous serment.

Affidavit établissant le tribunal compétent

Qu'est-ce qu'un affidavit établissant le tribunal compétent et pourquoi est-ce que j'en ai besoin?

Un affidavit établissant le tribunal compétent est nécessaire pour prouver que le demandeur est autorisé à engager les poursuites dans une juridiction territoriale particulière (division territoriale) et les motifs connexes.

Cet affidavit informe le tribunal que l'action a été adéquatement engagée dans la division territoriale pertinente.

L'affidavit est utilisé lorsque la signification est faite au défendeur dans une division territoriale autre que celle où l'action a été engagée.

Pourquoi le tribunal exige-t-il ce formulaire?

Avant que le greffier ne puisse signer le jugement par défaut, il doit s'assurer que l'action a été engagée dans la juridiction territoriale compétente, pour vérifier que l'officier de justice possède le fondement juridique de procéder au défaut/instruction.

Que faire après avoir rempli l'affidavit établissant le tribunal compétent?

Vous devez porter l'affidavit dûment rempli au greffe où l'action a été engagée et le déposer avec votre demande dûment remplie. Vous pouvez également déposer cet affidavit en même temps que la demande.

Si vous préparez l'affidavit, vous devez jurer ou affirmer solennellement que l'information contenue dans l'affidavit est exacte.

Si une autre personne prépare l'affidavit en votre nom, elle doit jurer ou affirmer solennellement que l'information contenue dans l'affidavit est exacte.

L'affidavit doit être signé devant une personne autorisée à cette fin (commissaire aux affidavits). Le commissaire demandera à la personne rédigeant l'affidavit de jurer ou d'affirmer solennellement que l'information contenue dans l'affidavit est exacte et signera ensuite l'affidavit qui est attesté sous serment.

AVERTISSEMENT : FAIRE SCIEMMENT UN FAUX AFFIDAVIT CONSTITUE UNE INFRACTION CRIMINELLE.

Est-ce que je peux recouvrer les frais de signification?

- Si la signification a été faite par la poste et si vous désirez en recouvrer le coût, vous devrez fournir au greffe le reçu du bureau de poste indiquant le coût d'envoi par la poste.
- Si vous avez demandé à quelqu'un de signifier la demande en votre nom et si la signification a été faite en utilisant une méthode autre que la poste, vous devez fournir au greffe une facture ou un relevé indiquant en détail les frais engagés pour signifier la demande. Vous ne pouvez recouvrer qu'un montant maximal de 20 \$ par personne signifiée, peu importe la somme engagée pour signifier la demande.

Utilisateurs habituels et occasionnels

Les réclamants occasionnels paient des frais moindres pour engager une action, signer un jugement par défaut ou fixer une date de procès. Les actes de procédure et les formulaires sont les mêmes pour les utilisateurs habituels et occasionnels de la Cour des petites créances. On prévoit que les utilisateurs habituels devraient payer une fraction supérieure des dépens engagés pour faire fonctionner la Cour des petites créances.

Identification d'un réclamanant habituel

Un réclamanant habituel est une partie (non un mandataire du réclamanant) qui dépose (engage) dix demandes ou plus par année civile dans le même tribunal d'une Cour des petites créances.

Une fois qu'un réclamanant a déposé (engagé) la dixième demande au même tribunal d'une Cour des petites créances, il devient un réclamanant habituel dans ce tribunal. Il devra alors payer le taux applicable aux réclamanants habituels pour toutes les étapes subséquentes dans toutes les actions auxquelles s'applique le taux de réclamanant habituel, peu importe si le taux de réclamanant occasionnel avait été payé lorsque l'action avait été engagée.

Q1. Un mandataire/avocat qui dépose des actes de procédure au nom d'un client peut-il être un réclamanant habituel?

Non. Par exemple, un mandataire Pro-Signification, dépose un total de 22 demandes :

- 5 demandes relatives à la Banque X;
 - 2 demandes relatives à un bureau de soins dentaires;
 - 12 demandes relatives au magasin ABC;
 - 3 demandes relatives à une entreprise de nettoyage de vitres.
- a) Si les demandeurs n'ont engagé auparavant aucune action durant l'année civile en cours, le seul réclamanant habituel dans le présent exemple est le magasin ABC et il paierait le droit du réclamanant habituel sur deux demandes. Tous les autres réclamanants paieraient les frais des réclamanants occasionnels pour leurs demandes respectives.
- b) Si la banque X avait auparavant déposé 8 demandes, elle paierait le droit du réclamanant habituel sur 3 des 5 demandes déposées. Une fois la dixième action engagée, le droit du réclamanant habituel doit être imposé pour toutes les activités subséquentes auxquelles s'applique le droit du réclamanant habituel, comme la signature des jugements par défaut ou l'établissement d'une date de procès relativement à des actions engagées précédemment.

Q2. L'adresse est-elle toujours un facteur pour déterminer si un demandeur est un utilisateur habituel ou occasionnel?

Non. Par exemple :

- a) Demandeur : Banque X
- Dans cet exemple, la banque a peut-être plusieurs succursales. Le demandeur est le même, peu importe quelle succursale a déposé la demande.
- Le nom d'une société ou d'une organisation est le seul facteur pour déterminer si le demandeur est ou sera un utilisateur habituel.

6. Que dois-je faire si quelqu'un dépose une demande contre moi?

La façon de réagir à une demande déposée contre vous dépend d'un certain nombre de facteurs. Reconnaissez-vous devoir la somme réclamée? Êtes-vous totalement en désaccord ou seulement en désaccord partiel avec la demande? Si vous reconnaissez devoir la somme réclamée, avez-vous les moyens de la payer en une seule fois? Croyez-vous que la personne qui vous poursuit vous doit de l'argent ou se peut-il qu'une autre personne que vous soit en faute? Voici les différentes possibilités qui s'offrent à vous. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le guide pratique pour remplir une défense auprès de n'importe quel greffe de la Cour des petites créances.

« Je ne suis pas d'accord avec le montant réclamé ou les faits sur lesquels repose la demande. »

- Déposez une défense au greffe de la Cour des petites créances, soit en personne soit par la poste. Il y a des frais pour déposer une défense.

VOUS DEVEZ SOUMETTRE UNE COPIE DUMENT REMPLIE DE LA DÉFENSE (Y COMPRIS LES PIÈCES JOINTES) POUR CHAQUE DEMANDEUR ET UNE COPIE DUMENT REMPLIE POUR LE GREFFE.

- Vous devez déposer votre défense écrite dans les 20 jours civils qui suivent la date de signification de la demande. Si vous ne déposez pas votre défense dans les 20 jours civils suivant la date de signification de la demande, le demandeur pourra vous constater en défaut et obtenir un jugement par défaut contre vous. Cette mesure sera prise sans qu'aucun autre avis ne vous soit envoyé. Une fois que vous êtes constaté en défaut, vous ne pourrez pas déposer votre défense sans le consentement du demandeur, sinon vous devrez obtenir une ordonnance de la cour vous permettant de déposer votre défense.
- Pour de plus amples renseignements, consultez la partie relative à la signification (règle 8) et aux délais (règle 3) que vous trouverez aux pages 24 à 28 de la présente brochure. La règle sur la signification énonce les situations où un document est considéré comme ayant été signifié s'il n'a pas été signifié personnellement.

« Je crois bien que je suis responsable de la somme réclamée. »

- Vous devrez payer la somme stipulée dans la demande. S'y ajoutent les intérêts et les frais de justice d'un montant à déterminer.
- Pour éviter qu'un jugement ne soit rendu contre vous, payez le montant total directement au demandeur dans les 20 jours civils qui suivent la date de réception de la demande.
- En suivant cette démarche, vous éviterez qu'un jugement ne soit rendu contre vous, ce qui pourrait nuire à votre cote de crédit.

« Je ne dois qu'une partie de la somme réclamée. »

- Si vous estimez ne devoir qu'une partie de la somme indiquée dans la demande, vous pouvez présenter une défense relativement à la partie dont vous n'acceptez pas la responsabilité.
- Versez directement au demandeur le montant dont vous assumez la responsabilité. Le procès en Cour des petites créances ne portera alors que sur la partie contestée de la somme.

« Je leur dois effectivement de l'argent, mais je suis incapable de les payer immédiatement. »

- Dans les 20 jours civils qui suivent la date de signification de la demande, vous devez déposer votre défense en y indiquant le montant que vous admettez devoir au demandeur et la façon dont vous entendez le lui payer. Le greffe de la cour enverra par la poste une copie de votre défense au demandeur.
- Si le demandeur accepte votre offre, il n'y aura pas d'autres procédures contre vous tant que vous effectuerez les paiements convenus. Par contre, si le demandeur rejette votre offre, il doit, dans les 20 jours de la réception d'une copie de votre défense, demander à la cour de convoquer une audience pour examiner votre offre et s'y prononcer.
- Si vous n'effectuez pas vos paiements tels qu'ils ont été proposés et approuvés par le demandeur, ce dernier pourrait demander un jugement par défaut contre vous. Le jugement par défaut serait signé contre vous sans qu'aucun autre avis ne vous soit envoyé.
- Tous les paiements devraient être remis au demandeur ou à son représentant. Si le demandeur a demandé la convocation d'une audience mais que celle-ci n'a pas encore eu lieu, vous devriez néanmoins continuer à effectuer des paiements au demandeur ou à son représentant.
- À l'audience, la cour examinera votre situation financière, après quoi elle pourra fixer éventuellement par ordonnance des modalités de paiement différentes de celles que vous proposiez.
- Si vous ne vous présentez pas à l'audience, vous pourriez être condamné à payer le montant dont vous admettez la responsabilité, sans que la cour ne tienne compte des modalités de paiement proposées dans votre offre. De même, si vous n'effectuez pas les versements proposés par vous-même ou ordonnés par la cour, le demandeur pourra demander que jugement soit rendu contre vous, ce qui lui permettra ensuite de recourir aux voies d'exécution prévues dans les règles de la Cour des petites créances en vue de recouvrer sans plus tarder la totalité de sa créance.

« Je ne leur dois pas d'argent . . . ; c'est eux qui m'en doivent! »

- En remplissant votre formulaire de défense, ou par la suite, vous pouvez déposer une demande du défendeur. Dans cette demande, vous devrez énoncer votre réclamation et les raisons pour lesquelles vous poursuivez le demandeur ou une autre partie. Expliquez clairement pourquoi, d'après vous, c'est plutôt au demandeur de vous remettre de l'argent. Inscrivez-y également le montant que vous réclamez de lui. Dans une demande du défendeur contre une autre partie que celle qui a engagé des poursuites contre vous, indiquez :
 - les raisons pour lesquelles le demandeur vous poursuit;
 - les raisons pour lesquelles vous croyez que la personne mise en cause est responsable envers vous si vous êtes déclaré responsable envers le demandeur;
 - le montant réclamé dans la demande initiale dont la responsabilité, selon vous, devrait être assumée par la personne mise en cause;
 - le nom complet, l'adresse et le numéro de téléphone de la personne mise en cause.
- Joignez les documents pertinents à la demande du défendeur. Le greffe déposera et engagera cette action et vous retournera une copie que vous signifierez (livrerez) à la ou aux personne(s) nommée(s) dans la demande du défendeur.

UN DROIT EST EXIGÉ POUR LE DÉPÔT DE LA DEMANDE DU DÉFENDEUR.

- Lorsque vous comparaitrez en cour, le juge vous donnera normalement l'occasion de présenter votre demande contre le ou les demandeur(s) nommé(s) au cours du même procès. Il peut aussi ordonner que la demande du défendeur soit entendue à part.
- La demande du défendeur remplace la demande reconventionnelle ou la mise en cause, termes utilisés avant le 1^{er} septembre 1998.

« Si on me déclare responsable, c'est à une autre personne en réalité d'en assumer les conséquences. »

- Si vous estimez que quelqu'un d'autre devrait vous payer si vous êtes tenu de payer le demandeur, vous devriez déposer en cour une demande du défendeur contre la partie qui, selon vous, devrait vous rembourser.

« Je voudrais déposer contre une tierce personne une demande fondée sur celle du demandeur ou reliée à celle-ci. »

- Comme pour la situation visée à la rubrique 6, vous devez déposer une demande du défendeur contre la personne qui, d'après vous, vous doit de l'argent pour des raisons liées directement ou indirectement à la réclamation faite par le demandeur.
- Dans la demande du défendeur, vous devez indiquer clairement :
 - le nom et l'adresse au complet de la personne visée;
 - la somme que vous réclamez;
 - en quoi votre demande se rapporte à celle du demandeur;
 - les motifs précis de votre demande contre la personne mise en cause.
- Joignez à votre demande tout document utile.
- Vous devrez remettre ou faire remettre des copies de votre demande à la personne nommée ainsi qu'à toute autre partie ayant droit à une copie. Votre demande sera entendue en même temps que celle du demandeur, sauf ordonnance contraire du juge.

« Je ne pense pas que cette cour ait le pouvoir d'entendre une demande déposée contre moi. »

- Si vous croyez que le greffe local où la demande a été déposée n'a pas la compétence requise pour entendre la cause, déposez une défense justifiant votre opinion. À titre d'exemple, il se pourrait que :
 - le montant réclamé dépasse la compétence monétaire de la Cour des petites créances;
 - la cour n'est pas située dans le ressort où le problème a pris naissance, ou dans le ressort où vous habitez ou exploitez une entreprise.

Évitez à tout prix de ne pas répondre à une demande. Si vous n'y répondez pas, le coût de chaque démarche effectuée par le demandeur peut en effet s'ajouter au montant du jugement qui pourrait être rendu contre vous.

7. Qu'arrive-t-il si je ne dépose pas de défense?

Si vous ne déposez pas de défense dans le délai prescrit, le greffier constatera votre défaut lorsqu'il recevra une demande du demandeur. Il pourra aussi signer un jugement par défaut contre vous.

Si on vous poursuit en dommages-intérêts et qu'il y a constatation de défaut contre vous à la requête du demandeur, un juge peut, en votre absence, établir la valeur des dommages-intérêts et vous condamner à les payer. Normalement, un jugement par défaut prévoit en plus le montant à payer au titre d'intérêts, s'ils sont réclamés clairement dans la demande, et des frais de justice.

Une fois le jugement signé, le demandeur peut recourir à des mesures légales pour faire exécuter le paiement.

Si vous n'avez pas déposé de défense dans le délai prescrit, mais que vous avez néanmoins l'intention d'en déposer une alors qu'il y a eu constatation de défaut ou qu'un jugement a été rendu contre vous, vous pouvez chercher à obtenir le consentement écrit du demandeur pour annuler le jugement ou la constatation en défaut. En cas de refus de sa part, vous pouvez demander à un juge de le faire en déposant une motion et un affidavit (à l'appui d'une motion) où vous indiquerez les raisons pour lesquelles vous avez omis de déposer votre défense dans le délai prescrit.

Note : Si le dernier jour du délai est un jour férié, veuillez consulter la règle 3 à la page 28.

8. Qu'est-ce qu'une motion?

Une motion est une procédure par laquelle on demande à un juge de rendre une ordonnance. Vous pouvez y recourir pour :

- faire annuler un jugement qui a été rendu contre vous et arrêter les processus d'exécution;
- proroger le délai de signification d'une demande;
- obtenir une ordonnance de signification substitutive.
- établir un plan de paiements prévus par le jugement.

9. Comment dois-je présenter une motion?

Vous devez tout d'abord vous présenter au greffe de la cour, y obtenir les formulaires nécessaires et les remplir (avis de motion et affidavit à l'appui d'une motion). Le greffe fixe la date, l'heure et le lieu de l'audience. L'affidavit (à l'appui de la motion) énonce les raisons pour lesquelles vous estimez que l'ordonnance devrait être rendue. Vous devez attester par serment ou déclarer solennellement que les renseignements contenus dans l'affidavit sont véridiques.

Il faut ensuite signifier (livrer) l'avis de motion et l'affidavit (à l'appui de la motion) à l'autre partie au moins sept jours avant la date de l'audience (ajouter cinq jours dans le cas d'un envoi par la poste). L'original de l'avis de motion et de l'affidavit, de même que la preuve de signification, doivent être déposés à la cour, avant l'audience.

Le greffe exige un droit pour déposer la motion.

10. Puis-je régler à l'amiable, avant le procès, une demande déposée contre moi?

Bien entendu! Le règlement amiable avant le procès permet d'économiser temps et argent. Le règlement s'effectue par entente écrite ou verbale. Les tentatives de règlement amiable peuvent se faire à l'initiative du demandeur ou du défendeur. Si l'offre de règlement amiable est acceptée, l'affaire est réglée. Dans le cas contraire, l'affaire s'acheminera jusqu'au procès comme prévu.

Lorsqu'une offre écrite de règlement amiable est reçue par l'autre partie au moins sept jours avant la date du procès et rejetée par celle-ci, le juge peut majorer le montant des frais de justice à vous accorder.

Ainsi, si le demandeur voit son offre écrite de règlement amiable rejetée par le défendeur mais qu'il obtienne gain de cause au procès, le montant des dépens à lui accorder peut être doublé de façon à le défrayer, du moins en partie, des honoraires d'avocat. Si le demandeur n'est pas représenté par un avocat, le juge peut lui accorder un montant représentant les frais occasionnés par le dérangement. Cela pourrait se produire, par exemple, si le montant du jugement est supérieur ou égal à celui de l'offre de règlement amiable.

Un défendeur dont l'offre de règlement amiable par écrit n'est pas acceptée peut aussi avoir droit jusqu'à deux fois le montant normal des dépens. Une telle situation se produirait si le montant accordé au demandeur était égal ou inférieur à l'offre de règlement amiable faite par le défendeur.

Si une offre écrite de règlement amiable est acceptée mais que les modalités de paiement ne sont pas respectées, le bénéficiaire de l'offre peut demander au tribunal de rendre jugement en tenant compte de l'offre de règlement. L'on peut néanmoins opter de mener les poursuites à terme et s'en tenir au montant réclamé à l'origine.

Les conséquences décrites ci-dessus en ce qui concerne les dépens ne s'appliquent pas aux offres de règlement amiable faites de vive voix.

11. Comment me préparer au procès?

La conférence préparatoire est-elle importante?

Oui! La conférence préparatoire au procès a pour but de réunir les deux parties à une séance sans formalités. Le juge, l'arbitre ou une autre personne nommée par le tribunal met cette séance à profit pour cerner l'objet du litige, en réduire la portée et le résoudre avant le début du procès. Ces conférences aident les parties à mieux saisir les questions de fait ou de droit, tout en leur permettant de prendre connaissance des arguments, témoins ou documents sur lesquels l'autre partie a l'intention de s'appuyer lors du procès. Elles permettent en outre d'évaluer la possibilité de régler le litige sans recourir à un procès en bonne et due forme.

Toute partie à une poursuite peut demander la tenue d'une conférence préparatoire. De même, un juge peut ordonner la tenue d'une telle conférence. Il est d'une importance capitale d'assister à cette réunion. Les témoins ne sont pas admis à la conférence préparatoire, mais vous devriez cependant y apporter tous vos documents.

S'il n'y a pas moyen de conclure une entente à ce stade, le tribunal fixera généralement la date du procès. Le tribunal exige le paiement d'un droit pour fixer la date d'un procès. La date, l'heure et le lieu du procès peuvent vous être communiqués par la poste.

Qu'arrive-t-il s'il m'est impossible de me présenter à la conférence préparatoire ou au procès?

Il se peut qu'au moment d'être notifié de la date de la conférence préparatoire ou du procès, vous ayez déjà pris d'autres engagements importants. Si vous êtes dans l'impossibilité, pour des motifs valables, d'assister à la conférence préparatoire ou au procès, vous devez obtenir le consentement des autres parties ou l'approbation du juge pour changer la date (c'est ce qu'on appelle l'ajournement). Si vous omettez tout simplement de comparaître, la cour peut vous condamner au paiement d'une somme importante au titre des dépens ou des indemnités, du fait de votre absence ou pour la perte de temps occasionnée à la cour et à l'autre partie. Dans certaines circonstances, si le demandeur ne comparaît pas, le tribunal peut rejeter la demande ou un défendeur qui ne se présente pas en cour risque de voir un jugement rendu contre lui.

Cherchez à obtenir le consentement de l'autre partie, par écrit de préférence, à l'ajournement. Si elle n'y consent pas, une personne devra comparaître en cour pour que le juge puisse décider de la marche à suivre. Si le préavis est suffisant et que l'ajournement est accordé, la cour s'efforcera de fixer une date qui convienne à tout le monde.

Quelles preuves dois-je fournir pour soutenir ma cause?

La cour tranche un litige d'après la preuve présentée au procès.

Voici certains exemples de preuve à présenter en cour pour soutenir votre cause :

- des contrats, des lettres, des factures, des relevés, des croquis et des opinions d'experts;
- des devis (au moins deux) pour des travaux de réparation;
- des témoins (toute personne qui est en mesure d'apporter un soutien à votre cause ou de l'éclaircir);
- des photographies qui aideront le tribunal à comprendre le motif de la demande ou de la défense.
- Dans une action intentée en vertu de la *Loi de 2000 sur la responsabilité parentale* contre le père ou la mère d'un enfant (de moins de 18 ans) qui prend, endommage ou détruit un bien, et qui a été reconnu coupable et condamné à une peine à l'égard de l'infraction par un tribunal pour adolescents, vous POUVEZ déposer une copie de l'ordonnance portant décision rendue en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* ou de la *Loi sur les jeunes contrevenants*. Vous pouvez obtenir l'ordonnance du tribunal pour adolescents où l'enfant a été reconnu coupable et condamné à une peine pour l'infraction. Pour obtenir soit l'ordonnance portant décision en vertu de la LSJPA soit l'ordonnance portant décision en vertu de la LJC, vous DEVEZ remplir et déposer auprès du greffe du tribunal pour adolescents un formulaire de demande en vue d'obtenir une copie d'une ordonnance portant décision rendue en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* (Canada) pour l'application de la *Loi de 2000 sur la responsabilité parentale* à l'appui de votre demande. Vous pouvez obtenir une copie en blanc de ce formulaire et de l'affidavit qui l'accompagne, au greffe de la Cour des petites créances ou du tribunal pour adolescents.
- Si vous obtenez une ordonnance portant décision rendue en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* ou de la *Loi sur les jeunes contrevenants* du tribunal pour adolescents et que vous voulez la déposer et y avoir recours devant la Cour des petites créances, vous DEVEZ également remplir et déposer auprès du greffe de la Cour des petites créances, un avis sur les éléments de preuve obtenus en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* (Canada). Ce formulaire imprimé d'avance est disponible auprès des greffes de la Cour des petites créances.

Dès que vous êtes notifié de la date du procès, communiquez avec toutes les personnes que vous voulez faire témoigner en votre faveur. Informez-les de la date, de l'heure et du lieu de l'audience. Assurez-vous qu'elles soient prêtes à passer toute la journée en cour, car la cause pourrait être entendue à n'importe quel moment de la journée fixée pour le procès.

Quelles preuves dois-je fournir au procès?

La meilleure preuve à fournir consiste en des témoignages donnés en cour par des personnes qui sont au courant de ce qui s'est passé. En ce qui concerne le demandeur, il lui faut amener les témoins et présenter les documents nécessaires pour prouver la responsabilité de l'autre partie et le caractère raisonnable du montant réclamé. Il appartient au défendeur de prouver le contraire. Vous pouvez étayer vos arguments en

faisant comparaître des témoins qui sont disposés à raconter ce qu'ils savent de la situation ou des documents qu'ils ont écrits.

Si vous rapportez vous-même au juge ce qui a été dit ou si vous lui montrez un document écrit par une personne absente du tribunal, le juge peut accepter ou refuser d'accepter ce genre de preuve (ouï-dire). C'est au juge de déterminer l'importance à accorder à l'ouï-dire.

Si vous ne réussissez pas à convaincre l'auteur d'une déclaration ou d'un document de venir témoigner en cour, vous pouvez signifier des copies de la déclaration ou du document à toutes les parties au litige. Vous devez alors leur faire savoir le nom et l'adresse de l'auteur du document.

Si ces documents sont signifiés à l'autre partie au litige au moins 14 jours (19 jours en cas d'envoi par la poste) avant le procès, la cour peut décider d'accepter les déclarations.

Si c'est vous qui avez reçu ce genre de document de l'autre partie et que vous voulez poser des questions à l'auteur du document en cour (contre-interrogatoire), vous devez assigner ce dernier comme témoin et en informer toutes les autres parties.

Mesures à prendre pour assurer la présence des témoins

Une fois la date de votre procès fixée, il vous faudra prendre sans tarder les mesures nécessaires pour assurer la présence de vos témoins au procès. Si l'un d'eux refuse de témoigner pour vous, vous devez demander à la cour de délivrer un avis (assignation de témoin) lui enjoignant de se présenter en cour. Cela lui servira également de pièce justificative à remettre à son employeur afin de pouvoir se présenter en cour pendant ses heures de travail.

Vous devrez acquitter un droit judiciaire pour les assignations et payer l'indemnité de témoin et les frais de déplacement à toute personne que vous faites comparaître comme témoin. Vous vous ferez peut-être rembourser ces dépenses par l'autre partie si vous obtenez gain de cause. Vous êtes responsable de faire signifier les assignations vous-même.

Il vaut mieux discuter avec vos témoins, avant le procès, du témoignage qu'ils comptent donner. Après avoir discuté des faits avec eux, vous serez en mesure de mettre vos questions au point et de choisir l'ordre dans lequel les faire comparaître. Il est toujours recommandé, sinon indispensable, de tenir une discussion avec vos témoins, tout en sachant bien qu'il est illégal de les inciter à dire autre chose que la vérité. Vous devriez préparer des questions par écrit à vos témoins. Les questions devraient être aussi courtes que possible.

Les témoins ont droit à une indemnité de présence pour comparaître en cour. Pour de plus amples renseignements, consultez le guide pratique pour remplir une assignation de témoin. On trouvera le guide à n'importe quel greffe de la Cour des petites créances.

Comment dois-je établir le bien-fondé de ma demande en dommages-intérêts?

L'un des recours que vous pouvez exercer en Cour des petites créances est l'action en dommages-intérêts qui vous permet de vous faire indemniser pour un accident, un travail mal exécuté ou pour d'autres problèmes semblables. Pour vous préparer au procès, vous devriez obtenir au moins deux devis portant sur :

- ce qu'il y a à faire et ce qu'il en coûtera pour terminer un travail inachevé;
- ce qu'il y a à faire et ce qu'il en coûtera pour corriger un travail mal exécuté;
- ce qu'il en coûtera pour réparer ou remplacer un bien endommagé.

Deux devis sont souhaitables pour mieux démontrer que votre réclamation en dommages-intérêts est juste et raisonnable. Si vous avez déjà fait réparer le bien endommagé, vous feriez mieux de remettre des copies des devis ou des factures pour la réparation au greffe de la cour lorsque vous déposez votre demande, de façon à ce que ces documents puissent être signifiés avec votre demande. Il se peut d'ailleurs que le juge veuille voir au procès la personne qui a établi les devis ou qui a effectué les réparations.

12. Comment se déroule le procès?

Que faire à mon arrivée au tribunal?

À votre arrivée, à l'heure indiquée sur l'avis qu'on vous a envoyé, consultez la liste et attendez qu'on appelle votre cause.

À l'annonce de votre nom, dirigez-vous vers l'avant de la salle d'audience, identifiez-vous et asseyez-vous à la table qui fait face à la place du juge.

La personne qui a déposé la demande (demandeur) s'assied à droite de la table et le défendeur à gauche. Le greffier de la cour, ou parfois le sténographe judiciaire (la personne qui s'occupe de la transcription du procès), sera assis devant vous. La barre des témoins est à côté du juge.

Comment présenter tous les faits de ma cause au juge?

L'auteur de la demande (le demandeur) doit établir le bien-fondé de sa cause par une prépondérance des preuves. C'est dire qu'il doit démontrer au juge que les événements se sont produits, selon toute probabilité, de la façon qu'il prétend. Quant au défendeur, il doit démontrer que sa version des faits est plus probable que celle du demandeur.

Comment témoigner?

Le demandeur a habituellement le droit de présenter son témoignage en premier, suivi par le défendeur. Que vous soyez le demandeur ou le défendeur, vous êtes peut-être la seule personne à prendre la parole pour appuyer votre cause comme vous pouvez avoir des témoins aussi. Que vous ayez des témoins ou non, il vous faudra néanmoins présenter vous-même votre témoignage.

- Pour témoigner, vous devez prendre place à la barre des témoins et jurer sous serment ou affirmer solennellement de ne dire que la vérité.
- Parlez en termes directs. Commencez par le début et décrivez au juge les faits dans l'ordre où ils se sont produits. Évitez de vous répéter inutilement ou d'ajouter des détails superflus. Le juge vous demandera vraisemblablement d'apporter certains éclaircissements à votre témoignage ou de fournir des explications supplémentaires. Vous pouvez vous servir de notes préparées à l'avance, mais vous n'avez pas le droit de les lire en guise de témoignage.
- Si vous possédez des documents comme un contrat, un reçu ou un chèque encaissé que vous voulez présenter comme preuve, produisez-les pendant que vous êtes à la barre des témoins. On vous les prendra afin de les coter de sorte que, pendant que vous plaidez votre cause, il vous sera possible de faire allusion à certains documents par simple mention de leur cote. Sur votre demande, ces pièces peuvent vous être retournées 45 jours après le procès à moins qu'un appel n'ait été interjeté.
- Une fois votre témoignage terminé, votre adversaire ou son représentant pourra vous interroger. Il sera en mesure d'interroger toute personne qui a témoigné en votre faveur. Cette étape du procès s'appelle le contre-interrogatoire. Son objet est de faire ressortir les erreurs de fait ou les contradictions dans votre témoignage ou celui de vos témoins.
- Lorsque la partie adverse aura présenté son témoignage, la même occasion vous sera présentée. Vous aurez la possibilité de la contre-interroger ainsi que ses témoins et de leur poser des questions. Le juge suit les contre-interrogatoires de près pour éviter que les témoins ne se fassent harceler. Ainsi, le juge ne tolérera pas que vous argumentiez contre un témoin ou que vous vous serviez du contre-interrogatoire pour relater votre propre version des faits.

Qu'est-ce que le jugement?

Le jugement, ou ordonnance, est la décision du juge déclarant habituellement que l'une des parties au procès a le droit de recevoir une certaine somme d'argent ou un bien personnel de l'autre. La somme adjugée peut inclure les intérêts ou les dépens, voire les deux. Si le défendeur a présenté une demande du demandeur et que celle-ci s'avère fondée selon les faits mis en preuve, le juge peut décider que c'est au demandeur de

remettre de l'argent au défendeur. Le jugement est la décision qui met un terme à une affaire portée en justice. Toutefois, il ne garantit pas le paiement de la créance.

Normalement, le juge qui siège en Cour des petites créances prononce son jugement de vive voix après que les deux parties ont terminé la présentation de leur cause. Il arrive cependant que le juge veuille se réserver un certain délai pour examiner les faits ou les principes juridiques en cause. Si le juge reporte le jugement à une date ultérieure (réserve le jugement), une copie du jugement ou de l'ordonnance finale sera envoyée par la poste à chaque partie dès que la décision sera rendue.

Si le juge rend une ordonnance contre vous et si vous n'êtes pas en mesure de payer le montant intégral, vous pouvez demander qu'une ordonnance soit rendue pour que vous puissiez payer la somme par versements dès que le jugement est rendu. Aussi, vous pouvez demander par voie de motion qu'une ordonnance prévoyant le paiement par versements soit rendue à tout moment après le jugement.

Puis-je me faire rembourser les droits judiciaires que j'ai dû payer pour intenter un procès?

En préparant votre cause en vue du procès, vous avez dû payer un droit au greffe de la cour pour pouvoir lancer la série de procédures nécessaires. Si vous obtenez gain de cause au procès, vous pourriez bénéficier d'un jugement vous donnant droit au remboursement d'une grande partie de la somme dépensée auprès de l'autre partie. La somme que vous pourriez toucher couvre généralement les frais de justice et certaines indemnités versées aux témoins.

Si vous avez fait appel aux services d'un avocat et que vous avez obtenu gain de cause pour un montant supérieur à 500 \$, les règles de la Cour des petites créances prévoient que la cour peut accorder le remboursement des honoraires de votre avocat jusqu'à concurrence de 300 \$. Si vous étiez représenté par un étudiant en droit, le maximum que l'on vous accordera est de 150 \$. Si personne ne vous représentait et que vous avez obtenu gain de cause pour un montant supérieur à 500 \$, la cour peut vous accorder un maximum de 300 \$ au titre du dérangement et des frais que vous avez subis, si toutefois le juge estime que la partie perdante a indûment compliqué ou retardé la cause. La cour peut par ailleurs accorder à la partie gagnante un maximum de 50 \$ au titre des frais engagés pour préparer et déposer les documents nécessaires.

Puis-je porter appel contre un jugement?

Vous pouvez interjeter appel d'un jugement si le montant qui a été adjugé, sans comprendre les dépens, est supérieur à 500 \$ ou si une ordonnance a été rendue pour recouvrer des biens meubles dont la valeur dépasse 500 \$.

Renseignements généraux sur les appels

Un appel est fondé sur une erreur importante de droit ou de fait qui a pu être commise par un juge de première instance. Il ne s'agit pas d'une occasion qui vous est donnée pour que vous énonciez à nouveau les faits de votre cause. Le juge qui siège à une cause en appel n'entendra pas de nouveaux témoignages mais se fiera entièrement aux transcriptions et au dossier du procès.

Un appel est interjeté devant la Cour divisionnaire. L'instruction d'un appel est une opération plus difficile et plus coûteuse que le procès à la Cour des petites créances. Si vous désirez interjeter appel d'un jugement, vous devriez retenir les services d'un avocat avant d'entamer le processus. Le Service de référence aux avocats du Barreau peut suggérer le nom d'un avocat qui vous fournira gratuitement une consultation initiale maximale de 30 minutes pour vous aider à déterminer le bien-fondé de votre cause. Vous pouvez rejoindre ce service en composant le 1-900-565-4577. Vous aurez à payer des frais fixes de 6,00 \$ pour chaque appel.

Étapes d'un appel

Les appels interjetés devant la Cour divisionnaire doivent être portés dans la région où le procès initial a eu lieu à moins que les parties n'en conviennent autrement. Par exemple, si le procès à la Cour des petites créances a eu lieu à North Bay, l'appel devra avoir lieu dans la région du Nord-Est. Le personnel du greffe peut vous conseiller au sujet de la localité judiciaire pertinente où vous devriez déposer votre appel.

Dans les 30 jours qui suivent le jugement de votre procès, un avis d'appel doit être signifié (livré) à chaque partie concernée par l'appel.

Dans les 30 jours qui suivent le dépôt de l'avis d'appel à la cour, vous devez déposer la preuve confirmant que vous avez commandé les transcriptions du procès. Un droit par page est requis pour obtenir une transcription. Dans les 30 jours de la réception de l'avis indiquant que les transcriptions sont prêtes, vous devez prendre les mesures nécessaires pour que le dossier et les pièces originales soient envoyés du greffe de la Cour des petites créances au registraire de la Cour divisionnaire. Vous devez également déposer à la Cour divisionnaire un factum, soit un résumé concis des points de fait et de droit pertinents; un dossier d'appel qui contient notamment l'avis d'appel et l'ordonnance ou la décision interjetée; et une transcription. Une copie de chaque document doit aussi être remise à la partie adverse.

Comment demander la tenue d'un nouveau procès?

Une motion visant à obtenir un nouveau procès doit être introduite dans les 30 jours du premier procès. Voici, à titre d'exemple, certains des motifs invoqués pour demander la tenue d'un nouveau procès :

- le demandeur ou le défendeur était dans l'impossibilité de comparaître au premier procès et n'y pouvait rien;
- un élément de preuve important et pertinent, tel un chèque ou un reçu égaré, n'a été retrouvé qu'après le procès;
- on n'a appris le nom ou l'adresse d'une personne dont le témoignage aurait pu être déterminant qu'à la fin du procès;
- une erreur arithmétique a été commise dans le calcul du montant des dommages-intérêts.

Si vous interjetez appel en vous fondant sur une erreur arithmétique, vous devez déposer une motion et prouver l'erreur de calcul commise par le juge de première instance. Pour ce faire, vous aurez besoin d'une copie des transcriptions de la dernière audience. Vous pouvez obtenir cette copie auprès du sténographe judiciaire qui était présent lors de la dernière audience. De plus, vous devez montrer le calcul exact.

Avant de commencer cette procédure officielle, vous avez intérêt à faire un effort pour tirer au clair l'erreur avec l'autre partie. Si vous pouvez vous mettre d'accord sur l'erreur commise et la correction nécessaire, vous pouvez alors consentir aux calculs exacts. Le consentement pour modifier le montant calculé est un moyen plus efficace pour régler une erreur de calcul que de recourir à un nouveau procès.

Pour demander la tenue d'un nouveau procès, vous devez déposer un avis de motion. Un droit est requis pour déposer une motion.

13. J'ai gagné ma cause... mais comment obtenir l'argent?

Parfois, lorsque vous obtenez gain de cause en Cour des petites créances, la personne qui vous doit de l'argent vous paie rapidement, ou du moins prend avec vous des arrangements pour payer l'argent et les respecte par la suite. Par contre, il arrive également que la personne qui est tenue en vertu d'une ordonnance de la cour de vous payer ne le fasse pas ou ne puisse le faire.

C'est alors à vous de prendre les mesures nécessaires pour faire exécuter le jugement. Le personnel du greffe commencera une procédure d'exécution lorsque vous lui donnez des directives précises par écrit, remplissez les formulaires nécessaires et acquittez les droits judiciaires exigibles. Vous pourrez vous faire rembourser ces dépenses au moment de recouvrer la somme accordée par jugement.

Les mesures d'exécution que vous prendrez dépendent principalement des renseignements dont vous disposez sur l'actif du débiteur et sur sa solvabilité. Il est possible de saisir son compte en banque ou une partie de son salaire. Il est également possible de saisir des biens, comme une automobile, en vue de les liquider, ainsi que de grever d'un privilège un bien-fonds appartenant au débiteur. Vous aurez à fournir un certain nombre de renseignements à la cour afin qu'elle prenne ces mesures pour vous. Si vous ne possédez pas de renseignements sur les liquidités, les biens et les placements du débiteur (l'actif), ni sur ses autres dettes, vous pouvez les obtenir en le faisant comparaître à un interrogatoire.

- Vous devez avoir un certificat de jugement pour faire exécuter un jugement, pratiquer une saisie-arrêt ou procéder à un interrogatoire contre un débiteur qui ne vous a pas payé les sommes qu'il vous doit et qui réside ou exploite une entreprise dans un territoire différent de celui où le jugement a été rendu.
- Le certificat doit être délivré par le greffe où le jugement a été rendu.

Les voies d'exécution :

Avis de saisie-arrêt

Si un tribunal s'est prononcé en votre faveur mais que vous n'avez pas été payé, vous pouvez réclamer/demander l'argent qu'une autre personne doit au débiteur. C'est ce qu'on appelle la saisie-arrêt.

Si vous remettez au personnel du greffe un affidavit dûment rempli et un avis de saisie-arrêt en lui indiquant de délivrer l'avis de saisie-arrêt, il serait possible d'obtenir directement une partie du salaire du débiteur auprès de son employeur. En outre, il est possible de saisir d'autres fonds dans des comptes bancaires ou des fonds exigibles en vertu d'un contrat.

Vous aurez à envoyer l'avis de saisie-arrêt à la personne qui doit de l'argent au débiteur. Cette personne s'appelle le tiers saisi. Le tiers saisi devra ensuite effectuer les versements directement au greffe du tribunal qui fera parvenir l'argent au créancier.

À compter du 1^{er} septembre 1998, les créances conjointes sont saisissables. Vous pourrez saisir jusqu'à 50 % d'une créance conjointe. Le tiers saisi est tenu d'identifier les cotitulaires de la créance auprès du créancier et du tribunal. Le créancier doit aviser le cotitulaire de la créance conjointe de la saisie-arrêt. Le cotitulaire de la créance peut contester le montant d'argent payable de la créance conjointe. Pour ce faire, le cotitulaire de la créance doit présenter une motion au tribunal. Pour de plus amples renseignements, consultez le guide pour remplir un avis de saisie-arrêt.

Avant de faire délivrer un avis de saisie-arrêt, vous devrez tout d'abord déposer une déclaration sous serment (affidavit), à titre de créancier, au tribunal du ressort où le débiteur réside ou exploite une entreprise. L'affidavit doit comporter les renseignements suivants :

- la date du jugement ou de l'ordonnance ainsi que le montant accordé au créancier;
- le nom de la Cour des petites créances qui a rendu le jugement;
- le taux exigible des intérêts postérieurs au jugement;
- le montant total des paiements effectués depuis que l'ordonnance ou le jugement a été rendu;
- le montant de la créance augmenté des intérêts postérieurs au jugement;
- une déclaration selon laquelle le créancier estime que le tiers saisi doit ou devra de l'argent au débiteur;
- toute précision utile sur l'argent que le tiers saisi doit au débiteur, s'il ne s'agit pas d'un salaire;
- le nom et l'adresse de chaque personne à qui il faut remettre un avis de saisie-arrêt.

Conformément à l'article 7 de la *Loi sur les salaires*, la saisie d'un salaire est limitée à 20 %. L'une ou l'autre des parties peut présenter une motion pour majorer ou réduire ce pourcentage moyennant une ordonnance du juge.

Vous devez déposer un affidavit à l'appui d'une demande d'exécution forcée lorsque vous demandez un certificat de jugement, un bref de délaissement, un bref de saisie-exécution de biens meubles et un bref de saisie-exécution de biens-fonds.

Bref de délaissement

Si le juge a ordonné la restitution de biens meubles au demandeur, ce dernier peut, moyennant le dépôt d'un affidavit attestant que les biens meubles n'ont pas encore été restitués, demander au greffe de délivrer un bref de délaissement. Ce bref habilite l'huissier/agent d'exécution à saisir les biens désignés dans l'ordonnance de la cour et à les remettre au demandeur. Si les biens sont introuvables, le demandeur peut

s'adresser à la cour, par voie d'avis de motion, pour obtenir une ordonnance enjoignant la saisie d'autres biens meubles appartenant au défendeur. Un droit est requis pour déposer la motion.

Saisie-exécution de biens meubles

Si le débiteur ne règle pas le montant de la créance fixé par ordonnance de la cour, le créancier peut prendre les mesures nécessaires pour que les biens du débiteur soient saisis et vendus afin de régler le montant fixé par jugement.

Avant de délivrer un bref de saisie-exécution de biens meubles, le greffe doit recevoir du créancier des directives par écrit en ce sens, un bref de saisie-exécution de biens meubles dûment rempli du créancier et un relevé du solde du montant d'argent exigible. Le bref peut ensuite être exécuté et le bien du débiteur saisi et vendu aux enchères.

Avant que les biens du débiteur ne puissent être saisis ou vendus, le créancier doit :

- donner des directives spécifiques pour prendre possession des biens;
- veiller à ce que les biens devant être saisis appartiennent bien au débiteur et à personne d'autre;
- verser au greffe une somme suffisante pour couvrir les frais d'enlèvement et d'entreposage des biens à saisir et les frais de publication de l'avis de saisie, cette somme s'ajoutant au montant de la créance.

Les marchandises ou biens saisis doivent être vendus aux enchères publiques. Il est donc plus facile de vendre des articles qui sont libres de toute charge (privilège ou sûreté). Certains biens ne peuvent être saisis, notamment les vêtements, les meubles, les ustensiles, les outils et autres articles de ménage.

Le débiteur peut, jusqu'au moment de la vente des objets saisis, empêcher la vente en versant au tribunal le montant prévu au jugement plus les frais et intérêts connexes. Le débiteur peut également demander au tribunal de retarder la saisie ou de régler le montant fixé par jugement en versements échelonnés.

Bref de saisie-exécution de biens-fonds

Le créancier peut demander au greffe de délivrer un bref de saisie-exécution de biens-fonds au shérif du comté ou district où le débiteur possède un bien-fonds. Cette mesure peut servir à empêcher le débiteur de vendre ou d'acheter un bien-fonds jusqu'à ce qu'il règle le montant fixé par jugement. Pour de plus amples renseignements, consultez le guide pour remplir un bref de saisie-exécution de biens-fonds que vous pouvez vous procurer auprès de n'importe quel greffe de la Cour des petites créances.

Interrogatoire du débiteur

Avant que le greffe ne convoque le débiteur au tribunal pour y subir un interrogatoire, le créancier doit remplir une déclaration sous serment (affidavit).

L'affidavit indique les mêmes renseignements prévus dans la partie sur la saisie-arrêt dans la présente brochure.

Une fois que le créancier a préparé l'affidavit et l'avis d'interrogatoire, le greffe délivrera l'avis convoquant le débiteur au tribunal. À l'audience, la situation financière du débiteur sera examinée afin de déterminer sa capacité de paiement. Après l'audience, la cour peut ordonner au débiteur de régler le montant fixé par jugement soit intégralement soit en versements échelonnés comme elle peut prolonger le délai de paiement si elle estime que les moyens du débiteur sont pour l'instant insuffisants.

L'avis d'interrogatoire doit émaner de la Cour des petites créances du ressort où le débiteur réside ou exploite une entreprise. Si le débiteur a déménagé et si le créancier connaît sa nouvelle adresse, vous devrez transférer le jugement à la Cour des petites créances où le débiteur réside ou exploite son entreprise. Pour de plus amples renseignements, consultez le guide portant sur la manière de remplir un certificat de jugement. Vous pouvez vous procurer ce guide auprès de n'importe quel greffe de la Cour des petites créances.

En votre qualité de créancier, vous avez le droit de poser des questions au débiteur lors d'un interrogatoire. Les questions devraient porter sur la situation financière du débiteur et sa capacité de payer le montant prévu au jugement. Vous devriez mettre sur papier les questions que vous voulez poser et être préparé à écrire les réponses. Le juge peut aussi poser des questions lors de l'interrogatoire. Il décidera si une question est déplacée ou si l'autre partie devra y répondre.

Mandats

Si le débiteur ou une autre personne (dirigeant ou administrateur d'un débiteur qui est une personne morale ou le propriétaire unique ou un associé d'une entreprise) omet de se présenter à l'interrogatoire et que la cour est convaincue que, ce faisant, il a agi délibérément, ou si le débiteur s'y présente mais refuse de répondre aux questions, le juge peut conclure que le débiteur ou l'autre partie a commis un outrage au tribunal. Le juge peut ordonner au débiteur ou à une autre personne de comparaître devant la cour pour outrage au tribunal. Le créancier doit signifier l'avis d'audience pour outrage à la personne à qui le juge a ordonné de comparaître à l'audience pour outrage. Consultez la partie et la règle sur la signification pour plus de renseignements sur les exigences relatives à la signification. Lors de l'audience sur l'outrage, le juge peut condamner le débiteur à une peine d'emprisonnement d'au plus 40 jours. Le créancier aura à fournir à la cour des renseignements supplémentaires, comme la date de naissance du débiteur, afin que la police puisse l'identifier correctement et exécuter le mandat. On trouvera au greffe de la Cour des petites créances un formulaire qui indique les renseignements nécessaires. Il appartient au créancier de fournir tous les renseignements dont il dispose.

Un mandat de dépôt est délivré contre le débiteur ou une autre personne qui a commis un outrage au tribunal. Le débiteur n'est pas condamné à une peine d'emprisonnement en raison du jugement ou du défaut de payer la créance constatée par le jugement.

Lors de l'audience sur l'outrage, le tribunal peut ordonner l'exécution du mandat comme il peut ordonner le débiteur à comparaître à un interrogatoire subséquent ou à effectuer le paiement.

Un mandat demeure en vigueur pendant douze mois à compter de la date de sa délivrance. Il peut ensuite, sur ordonnance de la cour, être renouvelé, avant son expiration, pour une autre période de douze mois. Pour renouveler un mandat de dépôt, le créancier devra déposer une motion au tribunal avant l'expiration du mandat.

Exécution d'ordonnances de commissions, de tribunaux administratifs, d'agences ou d'autres tribunaux judiciaires

Dans la mesure où la loi le permet, les ordonnances de certaines commissions, tribunaux administratifs et agences, ou d'autres paliers de l'appareil judiciaire, peuvent être exécutées par la Cour des petites créances.

Au nombre des lois prévoyant l'exécution d'ordonnances par la Cour des petites créances figurent la *Loi de 1997 sur la protection des locataires*, la *Loi sur les normes d'emploi*, la *Loi sur les clôtures de bornage* et la *Loi sur les infractions provinciales*.

Dans la plupart des cas, une copie certifiée conforme de l'ordonnance est nécessaire pour être déposée en Cour des petites créances. Un droit est exigible pour déposer une ordonnance des commissions, tribunaux administratifs, agences ou d'autres tribunaux judiciaires pour exécution. L'ordonnance est ensuite considérée, aux fins d'exécution, comme un jugement de la cour où elle est déposée. Elle peut alors faire l'objet d'un renvoi ou de toute procédure utile.

Un droit de dépôt n'est pas requis pour les ordonnances de dédommagement délivrées en vertu de la *Loi sur les infractions provinciales*.

14. Versements échelonnés

Si vous êtes un débiteur et si vous n'êtes pas en mesure de payer immédiatement le montant intégral prévu par le jugement, le juge peut, après avoir entendu les motifs de votre incapacité de payer immédiatement, ordonner un plan de paiements échelonnés. Si l'occasion de payer la créance constatée par jugement en paiements échelonnés vous est offerte, vous devez vous assurer d'effectuer les paiements conformément au jugement. Si vous manquez à vos paiements, le montant intégral de la créance constatée par jugement

deviendra payable et le créancier aura le droit d'engager des procédures d'exécution pour le recouvrement du montant intégral.

15. Ordonnance de fusion : protection du débiteur et plan de paiement

L'ordonnance de fusion, procédure engagée par le dépôt d'une motion devant la cour, est une procédure qui peut être engagée par une personne contre qui pèsent plusieurs jugements de la Cour des petites créances. Tout débiteur en pareille situation peut demander à la cour de rendre une ordonnance ayant pour effet de fusionner ses créances constatées par jugement et de fixer un plan de paiements échelonnés en vue de rembourser tous les créanciers nommés dans l'ordonnance. Tant qu'il se conforme au plan, le débiteur ne subira aucune autre mesure de recouvrement relativement aux créances constatées dans l'ordonnance, à l'exception du dépôt d'un bref de saisie-exécution de biens-fonds.

Si vous croyez qu'une ordonnance de fusion vous serait utile et si vous désirez en obtenir une, faites-en la demande à la Cour des petites créances de votre région. On vous demandera de déposer une déclaration sous serment (affidavit à l'appui d'une motion) faisant état des jugements rendus contre vous, de vos créances, de vos revenus de toutes sources et de vos obligations alimentaires envers votre famille. Vous devrez aussi payer un droit au greffe.

La cour fixera une date d'audience. C'est à vous de faire parvenir l'avis d'audience et une copie de votre affidavit (à l'appui d'une motion) à tous vos créanciers nommés dans le jugement au moins sept jours avant la date de l'audience. En cas d'envoi par la poste, vous devez prévoir un délai de 12 jours avant l'audience. Un juge ou un arbitre entendra la preuve concernant vos revenus et vos dépenses. Après l'audience, le juge pourra rendre une ordonnance fusionnant vos dettes et vous ordonner de les payer par versement échelonnés.

Une ordonnance de fusion prend fin immédiatement si une ordonnance de paiement est rendue contre le débiteur relativement à une dette contractée après la date de l'ordonnance de fusion.

Une ordonnance de fusion prend fin immédiatement si le débiteur manque à un engagement prévu par les dispositions de l'ordonnance pendant une période de 21 jours.

Aucune autre ordonnance de fusion ne sera rendue pour une période d'un an après la résiliation de l'ordonnance de fusion.

16. Comment puis-je obtenir de plus amples renseignements?

La présente brochure a été élaborée pour vous aider à comprendre le fonctionnement général de la Cour des petites créances. Elle vous aidera à mieux vous préparer et à plaider votre cause de façon efficace. Toutefois, la brochure ne constitue qu'un bref aperçu de la structure et des règles de la Cour des petites créances. Les guides pratiques que l'on peut se procurer à n'importe quel greffe de la Cour des petites créances donnent plus de renseignements généraux.

Pour obtenir des renseignements plus approfondis, vous devriez vous procurer une copie des règles de la Cour des petites créances. Par ailleurs, vous devriez songer à examiner votre situation avec un avocat ou un mandataire d'expérience qui comprend les procédures de la Cour des petites créances et ses exigences.

Vous pouvez acheter les règles de la Cour des petites créances et une copie de la *Loi de 2000 sur la responsabilité parentale* à Publications Ontario. Pour vous renseigner à ce sujet, appelez Publications Ontario au (416) 326-5300. Si vous appelez de l'extérieur de la région métropolitaine de Toronto vous pouvez composer le 1 800 668-9938. Les heures d'ouverture de Publications Ontario sont de 8 h à 17 h, du lundi au vendredi.

Les règles de la Cour des petites créances sont accessibles sur le site web E-laws :
http://www.e-laws.gov.on.ca/DBLaws/Regs/French/980258_f.htm

17. Règles pertinentes

RÈGLE 8 SIGNIFICATION - Signification de documents particuliers*

Demande du demandeur ou du défendeur

- 8.01 1) La demande du demandeur ou la demande du défendeur (formule 7A ou 10A) est signifiée à personne conformément à la règle 8.02 ou selon un des autres modes de signification directe prévus à la règle 8.03.

Délai de signification d'une demande

- 2) Une demande est signifiée dans les six mois suivant la date de sa délivrance. Le tribunal peut cependant proroger le délai de signification, avant ou après la fin de ce délai.

Défense

- 3) Le greffier signifie une défense par la poste ou par télécopie.

Utilisation du courrier électronique

- 3.1) La signification exigée par le paragraphe (3) peut être faite par courrier électronique conformément à la règle 8.09 si la personne qui a reçu signification du document a le droit d'utiliser des documents électroniques dans l'instance en vertu de la règle 1.06.

Avis de jugement par défaut

- 4) Le greffier signifie, par la poste ou par télécopie, un avis de jugement par défaut (formule 11A) à toutes les parties nommées dans la demande.

Utilisation du courrier électronique

- 4.1) La signification exigée par le paragraphe (4) peut être faite par courrier électronique conformément à la règle 8.09 si la personne qui a reçu signification du document a le droit d'utiliser des documents électroniques dans l'instance en vertu de la règle 1.06.

Non-application

- 4.1.1) Les paragraphes (3.1) et (4.1) ne s'appliquent pas à partir du 1^{er} janvier 2004.

Assignment de témoin

- 5) Une assignation de témoin (formule 18A) est signifiée à personne par la partie qui veut appeler un témoin ou par son avocat ou son mandataire. L'indemnité de présence, calculée conformément au tarif, lui est versée ou offerte au moment de la signification.

Avis de saisie-arrêt

- 6) Un avis de saisie-arrêt (formule 20E) est signifié par le créancier :
- a) d'une part, au débiteur, par la poste ou à personne conformément à la règle 8.02 ou selon un autre mode de signification directe prévu à la règle 8.03;
 - b) d'autre part, au tiers saisi, par la poste ou à personne conformément à la règle 8.02 ou selon un autre mode de signification directe prévu à la règle 8.03.

Avis d'interrogatoire d'un débiteur en vertu d'un jugement

- 7) Un avis d'interrogatoire d'un débiteur en vertu d'un jugement (formule 20H) peut être signifié par le créancier, par la poste ou à personne conformément à la règle 8.02 ou selon un autre mode de signification directe prévu à la règle 8.03.
- 8) L'avis est signifié au moins 30 jours avant la date fixée pour l'interrogatoire.

Avis d'audience pour outrage

- 9) Un avis d'audience pour outrage (formule 20I) est signifié à personne au débiteur par le créancier, conformément à la règle 8.02.

Autres documents

- 10) Sauf ordonnance contraire du tribunal, les documents qui ne sont pas visés aux paragraphes (1) à (9) peuvent être signifiés par la poste, par télécopie, à personne conformément à la règle 8.02 ou selon un autre mode de signification directe prévu à la règle 8.03.

* Règle 8 actualisée au 14 janvier 2003.

Utilisation du courrier électronique

- 11) Tout document qui n'est pas visé aux paragraphes (1) à (9) peut également être signifié par courrier électronique conformément à la règle 8.09 si la personne qui le signifie a le droit d'utiliser des documents électroniques dans l'instance en vertu de la règle 1.06.

Non-application

- 12) Le paragraphe (11) ne s'applique pas à partir du 1^{er} janvier 2004.

Signification à personne

- 8.02 Le document qui doit être signifié à personne l'est comme suit :

Particuliers

- a) s'il s'agit d'un particulier, à l'exception d'un incapable, en lui laissant une copie du document;

Municipalité

- b) s'il s'agit d'une municipalité, en laissant une copie du document au président, au maire, au président du conseil de comté ou au préfet, au secrétaire ou au secrétaire-adjoint de la municipalité, ou à un avocat la représentant;

Personnes morales

- c) s'il s'agit d'une autre personne morale, en laissant une copie du document à un dirigeant, à un administrateur ou à un mandataire de celle-ci ou à une personne à un établissement de la personne morale qui paraît en assumer la direction;

Conseil ou commission

- d) s'il s'agit d'un conseil ou d'une commission, en laissant une copie du document à un dirigeant ou à un membre du conseil ou de la commission;

Personne qui ne se trouve pas en Ontario mais qui y exploite une entreprise

- e) s'il s'agit d'une personne qui ne se trouve pas en Ontario mais qui y exploite une entreprise, en laissant une copie du document à quiconque exploite, en Ontario, une entreprise pour le compte de cette personne;

Couronne du chef du Canada

- f) s'il s'agit de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, conformément au paragraphe 23 (2) de la *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif* (Canada);

Couronne du chef de l'Ontario

- g) s'il s'agit de Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario, conformément à l'article 10 de la *Loi sur les instances introduites contre la Couronne*;

Absents

- h) s'il s'agit d'un absent, en laissant une copie du document à son curateur ou, à défaut, au Tuteur et curateur public;

Mineurs

- i) s'il s'agit d'un mineur, en lui laissant une copie du document et, s'il réside avec son père ou sa mère ou avec une personne qui en a la charge ou la garde légitime, en en laissant une autre copie au père ou à la mère ou à cette autre personne;

Incapables mentaux

- j) s'il s'agit d'un incapable mental :
- i) qui a un tuteur habilité à agir dans l'instance ou un procureur qui agit en vertu d'une procuration validée relative au soin de la personne et qui est ainsi habilité, en laissant une copie du document au tuteur ou au procureur;
 - ii) qui n'a ni tuteur habilité à agir dans l'instance ni procureur qui agit en vertu d'une procuration validée relative au soin de la personne et qui est ainsi habilité, mais qui a un procureur constitué en vertu d'une procuration qui y est habilité, en laissant une copie du document au procureur et une copie supplémentaire à l'incapable;
 - iii) qui n'a ni tuteur ni procureur habilité à agir dans l'instance, en laissant une copie du document portant le nom et l'adresse de l'incapable au Tuteur et curateur public et une copie supplémentaire à l'incapable;

Sociétés en nom collectif

- k) s'il s'agit d'une société en nom collectif, en laissant une copie du document à un ou à plusieurs associés ou à une personne au principal établissement de la société qui paraît en assumer la direction;

Entreprises à propriétaire unique

- l) s'il s'agit d'une entreprise à propriétaire unique, en laissant une copie du document au propriétaire ou à une personne au principal établissement de l'entreprise qui paraît en assumer la direction.

Autres modes de signification directe

- 8.03** 1) Si un document est signifié selon un autre mode de signification directe, la signification se fait conformément au paragraphe (2), (3) ou (5); s'il s'agit de la demande du demandeur ou de la demande du défendeur, la signification peut également se faire conformément au paragraphe (7).

À domicile

- 2) Si une tentative de signification à personne à domicile échoue pour quelque raison que ce soit, le document peut être signifié à la fois :
 - a) d'une part, en en laissant une copie à son domicile, dans une enveloppe scellée adressée au destinataire, à une personne qui paraît majeure et qui semble habiter sous le même toit que lui;
 - b) d'autre part, en envoyant par la poste, le jour même ou le lendemain, une autre copie du document au domicile du destinataire.

Personne morale

- 3) Si le siège social ou le principal établissement d'une personne morale ou, s'il s'agit d'une personne morale extraprovinciale, son fondé de pouvoir aux fins de signification en Ontario, ne se trouve pas à la dernière adresse figurant dans les dossiers du ministère des Services aux consommateurs et aux entreprises [maintenant le ministère des Services gouvernementaux], la signification peut se faire en envoyant par la poste une copie du document à la personne morale ou à son fondé de pouvoir aux fins de signification en Ontario, selon le cas, à cette adresse.

Validité de la signification

- 4) La signification faite aux termes du paragraphe (2) ou (3) est valide dès le cinquième jour suivant l'envoi par la poste du document.

Acceptation de la signification par l'avocat

- 5) Un document peut être signifié à une partie qui est représentée par un avocat en laissant une copie du document à l'avocat ou à un employé de son bureau. La signification faite conformément au présent paragraphe n'est valide que si l'avocat ou l'employé inscrit, sur le document ou une copie de celui-ci, qu'il accepte la signification et indique la date de l'acceptation.
- 6) En acceptant la signification, l'avocat est réputé déclarer au tribunal que son client l'a autorisé à ce faire.

Signification d'une demande par la poste à la dernière adresse connue

- 7) La demande du demandeur ou la demande du défendeur peut être signifiée en en envoyant une copie par la poste, dans une enveloppe portant l'adresse de l'expéditeur, à la dernière adresse connue du destinataire.
- 8) La signification faite en vertu du paragraphe (7) est réputée avoir été effectuée le 20^e jour suivant la date de la mise à la poste si un affidavit de signification (formule 8B) :
 - a) indique que le déposant croit que l'adresse à laquelle la demande est envoyée est la dernière adresse connue du destinataire et précise les motifs pour lesquels il le croit;
 - b) indique que la demande n'a pas été retournée au déposant;
 - c) indique que le déposant n'a aucun motif de croire que le destinataire n'a pas reçu la demande.
- 9) L'affidavit de signification ne doit pas être établi avant le jour visé au paragraphe (8).

Signification indirecte

8.04 S'il est démontré qu'il est difficile de signifier sans délai une demande par voie de signification à personne ou selon un autre mode de signification directe, le tribunal peut permettre la signification indirecte.

Signification à l'extérieur de l'Ontario

8.05 Si le défendeur ne se trouve pas en Ontario, le tribunal peut permettre au titre des dépens de l'action les frais raisonnablement engagés pour effectuer la signification au défendeur là où il se trouve.

Preuve de la signification

8.06 1) Les pièces suivantes constituent la preuve de la signification d'un document :

1. Si le document a été signifié par l'huissier ou son représentant, un certificat de signification (formule 8A) figurant sur une copie du document.
- 1.1 Si le document a été signifié par courrier électronique, un certificat de signification conforme au paragraphe (2).
2. Dans tous les autres cas, un affidavit de signification (formule 8B) établi par la personne qui a effectué la signification.

Non-application

1.1) La disposition 1.1 du paragraphe (1) ne s'applique pas à partir du 1^{er} janvier 2004.

Certificat de signification par courrier électronique

- 2) Dans un certificat de signification par courrier électronique, la personne qui a signifié le document atteste ce qui suit :
 - a) elle a signifié le document en envoyant une copie par courrier électronique conformément à la règle 8.09, et elle a reçu, également par courrier électronique, une acceptation de signification qui donne la date et l'heure de l'acceptation;
 - b) elle a souscrit un affidavit de signification (formule 8C);
 - c) elle conservera l'affidavit jusqu'à ce que l'instance, y compris les appels, soit décidée de façon définitive ou jusqu'à ce que le greffier demande qu'il soit déposé, selon celle de ces éventualités qui se produit en premier;
 - d) elle déposera sans délai l'affidavit sur demande du greffier.
- 3) Lorsqu'une personne dépose une réquisition (formule 1C) en vue d'examiner l'affidavit, le greffier présente la demande visée à l'alinéa (2) d).

Non-application

4) Les paragraphes (2) et (3) ne s'appliquent pas à partir du 1^{er} janvier 2004.

Signification par la poste

- 8.07** 1) La signification d'un document par la poste conformément aux présentes règles est faite, par courrier ordinaire ou recommandé, à la dernière adresse de la personne ou de son avocat ou mandataire :
- a) qui figure dans les dossiers du tribunal, si le document doit être signifié par le greffier;
 - b) qui est connue de l'expéditeur, si le document doit être signifié par une autre personne.

Validité de la signification

- 2) La signification d'un document par la poste est réputée valide dès le cinquième jour suivant le jour de sa mise à la poste.

Exception

- 3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas lorsqu'une demande est signifiée par la poste en vertu du paragraphe 8.03 (7).

Signification par télécopie

8.08 1) La signification d'un document par télécopie est réputée valide dès :

- a) le jour de la transmission, si celle-ci a lieu avant 17 h un jour qui n'est pas un jour férié;
 - b) le jour suivant qui n'est pas un jour férié, dans tous les autres cas.
- 2) Un document de 16 pages ou plus, y compris la page couverture et la feuille arrière, ne peut être signifié par télécopie qu'entre 17 h et 8 h, sauf si la partie destinataire consent au préalable à la signification à d'autres heures.

Signification par courrier électronique

- 8.09** 1) La signification d'un document par courrier électronique peut être faite en envoyant une copie par courrier électronique sous forme de fichier joint à un message électronique qui comprend ce qui suit :
- a) le nom, l'adresse, les numéros de téléphone et de télécopieur et l'adresse électronique de l'expéditeur;
 - b) les date et heure de transmission;
 - c) le nom et le numéro de téléphone d'une personne avec qui communiquer en cas de problèmes de transmission.

Acceptation

- 2) La signification prévue au paragraphe (1) n'est valide que si la personne à qui est signifié le document fournit, par courrier électronique, une réponse indiquant qu'elle accepte la signification et donnant les date et heure de l'acceptation.

Exception

- 3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas à la signification faite par le greffier en application des dispositions suivantes :
- 1. Le paragraphe 8.01 (3.1) (défense).
 - 2. Le paragraphe 8.01 (4.1) (jugement par défaut).
 - 3. Le paragraphe 9.03 (4.1) (avis d'audience).
 - 4. Le paragraphe 16.01 (1.1) (avis de procès).
 - 5. Le paragraphe 20.09 (11.1) (avis relatif à une ordonnance de consolidation).
 - 6. L'alinéa 20.10 (10) a) (avis d'audience sur l'outrage).

Validité de la signification

- 4) La signification d'un document par courrier électronique est réputée valide :
- a) si l'heure de l'acceptation indiquée dans la réponse se situe entre 17 h et minuit, le lendemain;
 - b) dans les autres cas, à la date de l'acceptation indiquée dans la réponse.

Non-application

- 5) Les paragraphes (1) à (4) ne s'appliquent pas à partir du 1^{er} janvier 2004.

Non-réception d'un document

- 8.10** La personne qui a reçu ou est réputée avoir reçu signification d'un document conformément aux présentes règles a néanmoins le droit d'établir, dans le cadre d'une motion en vue d'être relevée du défaut, d'une motion en prorogation d'un délai ou d'une motion en ajournement de l'instance :
- a) soit qu'elle n'en a pas pris connaissance;
 - b) soit qu'elle n'en a pris connaissance qu'à une date et à une heure postérieures aux date et heure auxquelles le document lui a été signifié ou est réputé le lui avoir été.

RÈGLE 3 DÉLAIS**Computation des délais**

- 3.01** Si les présentes règles ou une ordonnance du tribunal fixent un délai pour prendre une mesure dans le cadre d'une instance, le délai se calcule en excluant le premier jour mais en incluant le dernier jour; si le dernier jour du délai tombe un jour férié, le délai prend fin le jour suivant qui n'est pas un jour férié.

18. Quels sont les termes et les définitions que je devrais connaître pour accomplir mes activités à la Cour des petites créances?

Voici les termes que vous entendrez prononcer en vous préparant à passer en Cour des petites créances. Vous auriez avantage à les connaître et à bien les comprendre.

AFFIDAVIT	Déclaration écrite ou énoncé de faits présenté, sous serment ou solennellement, comme étant véridique. Assermentation ou affirmation solennelle ayant lieu devant un officiel habilité à administrer les serments.
AJOURNEMENT	Remise à une date ultérieure, approuvée par la cour, d'une audience.
ARBITRE	Officier de justice habilité à diriger des audiences préalables au procès. Son rôle consiste souvent à essayer de fixer les modalités de paiement de la somme que le débiteur doit au créancier. Il peut également aider à obtenir une ordonnance de fusion.
ASSIGNATION DE TÉMOIN	Document juridique émanant du tribunal et enjoignant à un témoin de comparaître en cour à un moment précis.
AUTEUR DE LA DEMANDE OU DEMANDEUR	Partie poursuivante ou qui présente une demande.
AVIS DE MOTION	Avis écrit adressé par une partie à une autre et exprimant son intention de saisir un juge d'une question particulière.
AVIS DE PROCÈS OU DE CONFÉRENCE PRÉPARATOIRE AU PROCÈS	Avis formel délivré par la cour à toutes les parties à une procédure. L'avis précise la date, l'heure et le lieu du procès ou de la conférence préparatoire au procès.
BREF	Instruction donnée par écrit à un officier de justice pour qu'il exécute une ordonnance du tribunal.
CAUSE D'ACTION	Le ou les faits ouvrant droit à poursuite.
COMPENSATION	Dette que le demandeur doit au défendeur et qui peut être déduite du montant adjugé par la cour au demandeur.
CONFÉRENCE PRÉPARATOIRE AU PROCÈS	Audience sans formalité qui est tenue devant un juge ou un officier de justice désigné pour tenter de régler le litige avant le procès.
CRÉANCIER	Partie qui a le droit d'exécuter une ordonnance ou un jugement pour le paiement ou le remboursement d'une somme d'argent ou de biens exigibles.
DÉBITEUR	Partie contre laquelle une ordonnance de paiement ou de remboursement d'une somme d'argent peut être exécutée.
DÉFENDEUR	Partie poursuivie (contre laquelle une demande est formulée).
DÉFENSE	Contestation ou réponse à la demande (en Cour des petites créances, peut également signifier la demande d'un délai pour le paiement d'une créance).
DÉLIVRANCE	Opération par laquelle le greffier date et signe les documents dûment remplis.
DEMANDE	Demande d'argent ou de biens meubles que le défendeur doit au demandeur.
DEMANDEUR	Personne qui intente une action contre une autre personne, compagnie ou organisation.

EXÉCUTION	Procédure mise à la disposition du créancier pour l'aider au recouvrement d'une somme d'argent ou de biens meubles qui lui reviennent. Exemple : bref de saisie-exécution de biens-fonds ou de biens meubles, saisie-arrêt, avis d'interrogatoire.
FORMULAIRE DE DÉFENSE	Formulaire utilisé par la partie qui est poursuivie pour contester une demande ou y répondre.
FORMULAIRE DE DEMANDE	Formulaire utilisé par la partie qui intente l'action ou qui dépose la demande pour introduire l'action.
GREFFIER	Officier de la cour qui exerce certaines compétences et fonctions prescrites par la loi. Ces compétences et fonctions peuvent être exercées par un ou plusieurs autres membres du greffe.
JUGEMENT	Décision prise par un juge qui tranche un litige. La décision est généralement documentée.
JUGEMENT PAR DÉFAUT	Document signé par un greffier en vue d'un redressement revendiqué contre un défendeur qui (1) n'a pas répondu à une demande; (2) a contesté une demande ou (3) a manqué au versement des paiements proposés.
LIQUIDÉ	S'applique à un montant d'argent précis comme une facture, un chèque, une dette fixe.
MOTION	Procédure suivie pour présenter une demande à un juge afin qu'il rende une ordonnance.
NON LIQUIDÉ	S'applique à un montant d'argent indéterminé qui exige une certaine preuve pour permettre au juge d'aboutir à une décision. Exemple : réparation d'un véhicule automobile.
ORDONNANCE	Document ou décision écrite rendu(e) par un juge que la cour peut exécuter.
ORDONNANCE DE FUSION	Procédure permettant à un débiteur contre lequel a été rendu plus d'un jugement en Cour des petites créances de fusionner les jugements en une seule ordonnance prévoyant le remboursement par paiements échelonnés.
ORDONNANCE PORTANT DÉCISION	Formulaire prescrit en vertu de la <i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i> (Canada) et délivré par le tribunal pour adolescents pour confirmer la décision rendue à l'égard d'un enfant de moins de 18 ans qui a été reconnu coupable d'une infraction qui a causé la perte, les dommages ou la destruction d'un bien. On ne peut avoir recours à cette ordonnance que dans une action pour dommages-intérêts intentée contre le père ou la mère d'un enfant en vertu de la <i>Loi de 2000 sur la responsabilité parentale</i> .
OUI-DIRE	Déclaration ou document émanant d'une personne absente du tribunal.
PARTIE	Toute personne physique, compagnie, organisation non constituée en société, entreprise individuelle ou société en nom collectif qui est nommée comme demandeur ou défendeur dans une action en Cour des petites créances.
RÉSERVER LE JUGEMENT	Retarder une décision de façon à tenir compte de tous les faits ou examiner un point de droit.

SAISIE-ARRÊT

Procédure par laquelle un créancier peut recouvrer une somme d'argent constatée par un jugement ou une ordonnance en réclamant la somme due au débiteur par un tiers. Exemple : le créancier peut obtenir une directive obligeant l'employeur ou la banque du débiteur de verser directement au tribunal l'argent qui revient au débiteur.

SAISIR, SAISIE

Prendre possession d'un bien au nom de la cour; la prise de possession judiciaire de ce bien.

SIGNIFIER, SIGNIFICATION

Remettre un document juridique à une personne; la remise du document à cette personne par la poste, à personne, par ordonnance de la cour ou conformément aux règles de la CPC.

TIERS SAISI

Partie nommée dans l'avis de saisie-arrêt qui, selon le créancier, doit une créance au débiteur. Exemple : une banque, un employeur ou une compagnie qui doit de l'argent à un débiteur.

TUTEUR À L'INSTANCE

Personne qui agit au nom d'un mineur ou d'un incapable mental dans une poursuite. Si le demandeur ou le défendeur est un mineur, le plus souvent son père ou sa mère joue le rôle de tuteur à l'instance. Cependant, le tuteur à l'instance ne peut pas avoir dans la poursuite un intérêt opposé à celui de la personne qu'il représente.

FOR INFORMATION ON ACCESS TO ONTARIO COURTS
FOR PERSONS WITH DISABILITIES, CALL
1-800-387-4456
TORONTO AREA **416-326-0111**



POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS SUR L'ACCÈS DES PERSONNES HANDICAPÉES
AUX TRIBUNAUX DE L'ONTARIO, COMPOSEZ LE
1-800-387-4456
RÉGION DE TORONTO **416-326-0111**